



LA SOLIDARITÉ ANARCHISTE

Quelques éléments pour une discussion nécessaire



Septembre 2024

Solidarité révolutionnaire

Il y a de nombreuses manières de manifester de la solidarité envers des compagnons criminalisés par l'Etat, chacune d'entre elles est une expression directe de la manière dont on intervient dans le conflit social en général.

Il y a ceux qui voient la solidarité comme un service social prêté à tel ou tel compagnon arrêté, et ils font des choses telles que : chercher des avocats, envoyer de l'argent et des vêtements, rendre visite, etc. Cette solidarité purement humanitaire se traduit aussi par la constitution de comités de défense et leurs campagnes dont le but est d'influencer l'opinion publique.

Et puis il y a ceux qui voient la solidarité dans un sens strictement politique et qui jouent à faire un tas de « distinctions » dont le but est de ne pas compromettre l'image de leur propre activité. Donc pour des raisons d'opportunité, ils défendent et font preuve de solidarité envers ceux qui se déclarent innocents, pas envers ceux qui revendiquent leurs actions.

D'autres encore, s'ils voient qu'il y a quelque chose à gagner en termes de propagande politique, sortent immédiatement des tracts et des brochures en solidarité formelle avec le ou les compagnons arrêtés, c'est-à-dire, ils se déclarent solidaires en mots, tandis qu'en pratique il n'y en a pas la moindre trace.

Et puis il y a la solidarité dans un contexte idéologique. C'est le cas des marxistes-léninistes dans leur version du parti révolutionnaire combattant. Ils expriment leur solidarité avec ceux qui ont des positions semblables aux leurs, et sont en opposition avec ceux qui ne partagent pas ou ne reconnaissent pas leur ligne politique ou leur stratégie, utilisant souvent la censure et l'ostracisme contre ceux qu'ils considèrent gênant.

Qu'est-ce que nous pensons que solidarité révolutionnaire doit vouloir dire alors ?

Le premier aspect est celui de voir la solidarité comme le prolongement de la pratique sociale insurrectionnelle que l'on mène déjà au sein du conflit de classe, c'est-à-dire, comme une démonstration directe d'actions d'attaque contre toutes les structures du pouvoir, grandes et petites, qui sont présentes sur son propre territoire. Et ceci parce que celles-ci devraient

toujours être tenues pour responsables de *tout* ce qui arrive dans la réalité sociale, y compris, par conséquent, la criminalisation et l'arrestation de compagnons où qu'ils soient. Réduire la question de la répression contre des compagnons à quelque chose de strictement lié à l'appareil policier et judiciaire serait un manque de vue à long terme. La criminalisation et l'arrestation de compagnons doivent être vu dans le contexte de la lutte sociale dans son ensemble, précisément parce que celles-ci sont toujours les moyens matériels hâtifs utilisés par l'Etat pour décourager partout la radicalisation. Peu importe sa grandeur ou son insignifiance, tout acte de répression fait partie des rapports de la *lutte* sociale en cours contre les structures de la domination.

Le deuxième aspect est que tous les compagnons révolutionnaires devraient être défendus par principe, peu importent les accusations portées contre eux par l'appareil légal et policier de l'Etat, tout d'abord parce que il est question de les arracher à leurs griffes, c'est-à-dire, aux conditions d'« otage » auxquelles ils ont été réduits. En outre, il est aussi question de ne pas perdre l'occasion d'intensifier l'attaque contre la « loi » qui se veut l'expression régulatrice de tous les rapports de pouvoir présents dans la société constituée.

Le troisième aspect concerne le refus d'accepter la logique de défense qui est inhérente à la loi constitutionnelle, comme par exemple le problème de l'« innocence » ou la « culpabilité » des compagnons impliqués, et cela parce que nous avons beaucoup de bonnes raisons de les défendre et personne ne peut justifier l'opportunisme politique de ne pas le faire. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas nous considérer comme des avocats, mais comme des anarchistes révolutionnaires en guerre sur tous les fronts contre l'ordre social constitué. Nous cherchons à détruire radicalement ce dernier de haut en bas, le juger, comme il le fait avec nous, ne nous intéresse pas. Pour cette raison, nous considérons toute sentence dictée par les vautours de l'Etat contre des prolétaires révoltés, et d'autant plus s'il s'agit de compagnons, comme une sentence dictée contre nous et qui doit, comme telle, être vengée par tous les moyens que nous considérons opportuns, en accord avec notre tempérament et nos goûts personnels.

Le quatrième et dernier aspect concerne notre attitude à l'égard des compagnons arrêtés, envers qui nous continuons à nous comporter comme à l'égard de ceux qui ne sont pas en prison. Ce qui veut dire que nous unissons toujours, dans chacun des cas, une critique radicale à la solidarité révolutionnaire. Nous pouvons montrer notre solidarité envers des compagnons,

et nous le faisons, sans pour autant épouser leurs idées. Ceux qui montrent leur solidarité envers des compagnons ne sont pas nécessairement mêlés à leurs opinions et points de vue, et la même chose vaut pour nous en ce qui les concerne. Nous soutenons activement tous les compagnons emprisonnés en tout, mais seulement dans la mesure où ce que nous faisons pour eux n'entre pas en opposition avec ou ne contredit pas notre manière d'être révolutionnaire insurrectionnaliste. Notre relation est exclusivement celle entre révolutionnaires sociaux en révolte, pas celle d'un marchandage de positions. Nous ne sacrifions aucune part de nous-mêmes, tout comme nous n'en attendons pas moins des autres.

Nous considérons la solidarité comme une façon d'être complices, comme une manière de prendre un plaisir réciproque et nullement comme un devoir, un sacrifice pour la « bonne et sacrée cause », parce que c'est notre propre cause, c'est-à-dire, nous-mêmes.

En partant de ces principes, de première importance dans le développement de notre action anarchiste insurrectionnaliste, la solidarité révolutionnaire prend du sens en tant que telle, parce que nous montrerions un simple soutien matériel à n'importe quel ami qui se retrouve en prison.

La solidarité révolutionnaire est une partie intégrale de notre être en tant qu'anarchistes insurrectionnels. C'est dans cette dimension quelle devrait être manifestée sans cesse, précisément parce que cela contribue à élargir ce que nous faisons déjà.

Pierleone Porcu

Solidarietà rivoluzionaria, publié dans la revue *Anarchismo*, n°72, mai 1993. Traduction française paru dans *La Cavale*, n° 11, janvier 2008

S'opposer à la réflexion : réflexe conditionné ou mouvement volontaire ?

Il souffle un vent mauvais, inutile de se le cacher. Tellement mauvais que même parmi les belles âmes de la gauche serpente une certaine inquiétude. On dénonce avec toujours plus de véhémence l'instauration d'un « régime » fasciste de la part du gouvernement actuel. C'est vrai qu'à droite ils n'ont jamais oublié leur penchant traditionnel pour l'huile de ricin et la matraque. Mais reste le fait que répressions, censure et interdictions forment le pain quotidien que nous administrent tous les gouvernements, quels qu'ils soient. En réalité, au-delà de la faction politique momentanément chargée de l'administrer, c'est ce monde à sens unique qui exige une vie à sens unique, fait d'une pensée à sens unique et d'un comportement à sens unique... dans une authentique cohérence de l'abjection. Jusqu'à la mise au ban de toute critique, de tout désaccord, de toute opposition, qui là où ils s'expriment sont ponctuellement isolés, circonscrits, calomniés, étouffés, enfermés.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qu'il se passe un peu partout en Italie au cours de cette dernière période. A l'intérieur du « mouvement », enquêtes, arrestations, perquisitions, coups et mises en garde se succèdent et sont en train d'atteindre tout le monde, des têtes chaudes aux plus froides, en passant par les tièdes. Les portes des prisons se referment sur tous : il suffit d'être accusé d'avoir commis un attentat, constitué l'énième association subversive, fait obstacle à un contrôle d'identité ou à une arrestation, éloigné un infiltré d'une manifestation, participé à un rassemblement, occupé un immeuble et bientôt la simple accusation d'avoir repeint des vitrines débordantes de marchandises deviendra un motif suffisant pour finir derrière les barreaux. En même temps, ils utilisent à fond les mille possibilités données par le code pénal pour faire obstacle de façon veloutée à toute forme d'activité, prodiguant des feuilles d'expulsion et interdisant l'accès aux villes à des compagnons résidant dans les villages alentours (gracieuse

version moderne et édulcorée du vieux bannissement). Il est facile de prévoir l'accroissement de telles pratiques répressives.

Mais ce qui importe le plus, ce n'est pas seulement que le mouvement —dans ses multiples nuances— soit dans le viseur de la répression, mais bien que la société toute entière subisse un étroit serrage de vis. L'interdiction de critiquer la présence des troupes italiennes en Irak a atteint des niveaux incroyables : un club de foot disqualifié parce que ses supporters n'ont pas manifesté leur deuil pour les militaires morts à Nassiriya¹ ; des lycéens amenés au commissariat pour interrogatoire après avoir accroché des banderoles contre la guerre ; des étudiants perquisitionnés à leur domicile pour avoir diffusé des tracts ; le brouillage d'un site d'information comme Indymedia demandé au parlement parce qu'il a hébergé des voix hors du chœur national. Plus généralement, on passe au peigne fin des écoles entières à la recherche de drogues, on expulse du pays des étrangers en quelques heures parce qu'ils sont suspectés de qui sait quoi, on les expulse de leurs maisons par centaines au cœur de l'hiver, on censure des émissions satiriques parce que trop satiriques... on pourrait continuer davantage. Les exemples ne manquent pas. Au contraire, ils vont aller en augmentant, tout comme la réaction délirante à la grève de l'ATM² à Milan qui a obligé la ville à marcher à pied toute la journée : si à droite on évoque de dures punitions pour les grévistes, à gauche certains demandent la réquisition de l'armée en cas de nouvel arrêt du service des transports. Il est également facile d'imaginer ce qui va se passer lorsque la nouvelle loi sur les drogues sera appliquée³.

Face à ça, il semble urgent d'avoir un débat public, avant que tout espace de parole et d'action ne nous devienne totalement interdit. Commençons par un préliminaire. Le fait qu'aujourd'hui quiconque n'est pas prêt à bondir au garde-à-vous finisse dans le viseur de la répression, signifie que la division entre « les bons » à dorloter et les « méchants » à punir a fait son temps. Tout ça ne servira certainement pas à unir les différents esprits du mouvement —en bonne paix avec tous ceux qui prônent l'œcuménisme— divisés par bien d'autres choses que la note de bonne conduite à obtenir sur le bulletin de l'Etat, mais pourrait contribuer à ba-

1 Lors d'une attaque le 10 novembre 2003 à Nassiriya en Irak, 19 carabiniers sont tués et une dizaine blessés. (NdT)

2 Société publique de transport. En Italie, les grèves légales doivent s'adapter aux horaires de travail pour ne pas gêner la production. (NdT)

3 TIG et peines de prison pour la possession de quelques grammes. (NdT)

layer un vieux lieu commun, stupide et par trop diffusé, selon lequel la répression équivaldrait à un certificat de radicalité : « Je suis réprimé, donc je suis ». Conviction qui porte certains à croire que plus on est réprimé et plus on est, dans un délire d'autosatisfaction qui chaque fois touche au sacrifice. Il est évident qu'au moment où la répression s'étend à tous les secteurs de la société, il devient ridicule de penser qu'elle touche seulement ceux qui portent atteinte à la sûreté de l'Etat. Cela signifie, contrairement à ce que pensent les chefs mafieux des différents rackets militants, que l'augmentation de la répression ne correspond en rien à l'accroissement de la menace révolutionnaire du mouvement ou de l'une de ses composantes. Pour être sincère, il nous semble que le mouvement, entendu en son sens le plus large, est en train d'atteindre un de ses points les plus bas, d'un côté totalement occupé à conquérir les rivages médiatiques et institutionnels et, de l'autre, à se débattre dans une carence de perspectives chronique. Même l'explosion de Gênes il y a quelques années semble plus liée à un ensemble de circonstances, produites essentiellement à un niveau international, qu'à une hypothétique maturité que le mouvement ici en Italie aurait atteinte (le reflux qui a immédiatement suivi en est la preuve).

Mais alors, si le mouvement n'est en fait pas aussi fort, pas aussi dangereux pour le sommeil des riches, pourquoi assistons-nous à cette succession d'arrestations et d'intimidations ? De notre point de vue, c'est la situation sociale dans son ensemble qui est désormais tellement faible qu'elle ne permet pas de courir le moindre risque. L'édifice est encore debout dans toute sa monumentale majesté, mais ses fondations sont pourries et les craquements se font de plus en plus bruyants. Nous ne sommes pas plus réprimés parce que nous sommes plus forts, décidément non, mais parce qu'eux sont plus faibles. Soyons clairs, nous ne disons pas que cet ordre social ne serait pas en mesure d'imposer son vouloir, qu'il serait vulnérable militairement ou d'autres choses. Seulement qu'il avance plus par mouvement d'inertie que par une action propulsive, en s'appuyant plus sur une résignation passive que sur un consensus actif, dans un contexte totalement déchiré qui ne garantit plus aucune stabilité durable. En somme, la précarité est en train d'affliger également la domination. Consciente de sa faiblesse, elle est obligée de crier fort et d'intimider ses ennemis, qu'ils soient vrais ou présumés : elle le fait maintenant parce qu'elle peut encore se le permettre. Ceci l'amène aussi à exagérer tous les événements pour créer l'inquiétude capable de justifier publiquement des mesures autrement impossibles, mais aussi pour provoquer cette panique qui néces-

site une dose de sécurité capable de l'encourager.

Comme nous l'avons déjà dit, ce grognement des chiens de garde du pouvoir inspire certes la peur, mais révèle aussi une certaine fragilité. Ceci devrait nous faire réfléchir quant aux possibilités qui s'ouvrent à nous, sur la manière de contourner les bulldogs pour étendre nos mains sur ce qu'ils protègent. A l'inverse, il semble que leurs aboiements soient devenus obsessionnels pour beaucoup de compagnons, faisant que certains s'occupent exclusivement de soigner leurs blessures infectées par ces morsures et que d'autres les défient pour le seul plaisir de l'affrontement ou parce qu'incapables de voir plus loin. Nous voulons faire observer comment, dans ces deux cas, un glissement de nos objectifs et donc aussi de nos pratiques a lieu, comment notre fin change, puisque de la lutte contre l'existant on passe à la lutte contre les forces qui le défendent. C'est la même chose ? Non, ça ne l'est pas, à moins de confondre cause et effet. Combattre et se défendre contre les forces de police ne signifie pas en soi subvertir les rapports sociaux de domination. Et dans une période où les rapports sociaux sont particulièrement instables, c'est là qu'il faut porter notre attention, notre critique théorique et pratique, en évitant le plus possible d'être poussé uniquement par un réflexe conditionné provoqué par la répression. Parce que, sinon, on finit par abandonner le terrain fertile mais inconnu des conflits sociaux pour rester dans celui stérile, mais connu, de l'opposition entre nous et eux, entre compagnons et flics, dans un affrontement riche en spectateurs mais pauvre en complices.

Désormais, par le simple fait d'enquêter et d'arrêter, l'État réussit souvent à donner à qui est réprimé l'illusion d'être de ce fait dangereux, d'être déjà en train de faire quelque chose de concret. Il nous donne à tous l'illusion mortelle d'être forts, que notre agitation est significative, là où en réalité nous sommes très faibles (bien que nuisibles pour la domination). De cette manière, nous pouvons nous dire satisfaits de notre activité, si limitée soit-elle, sans nous demander comment la perfectionner, en repoussant tous les débats critiques, souvent perçus comme une perte de temps. En outre, comme on le sait bien, la répression pousse le mouvement à la défensive, nous pousse tous à nous occuper des camarades arrêtés, des avocats à trouver, des sous à ramasser, des manifestations devant les prisons à organiser, des audiences auxquelles participer. Même ceux qui ont recours à des pratiques de protestations plus extrêmes, comme l'envoi de colis piégés, n'échappent pas à cette logique : l'Etat contre le mouvement, le

mouvement contre l'Etat, dans une suite frénétique d'arrestations, de protestations contre les arrestations qui portent à de nouvelles arrestations, qui portent à de nouvelles arrestations... Oui, nous sommes tous réprimés. Mais pouvons-nous dire pour cela que nous sommes dangereux ? Ou bien que toute cette répression qui s'abat sur le mouvement n'est rien d'autre qu'une manière de nous empêcher de le devenir vraiment ?

C'est peut-être le moment d'éclaircir certaines questions. Le soutien matériel à celui qui finit en prison, triste éventualité qui est en train de devenir toujours plus concrète pour chacun et mériterait une meilleure considération, est et doit rester un problème technique. D'une bien autre nature est la question de ce que nous voulons faire contre ce monde intolérable. Bien que cela puisse sembler cruel, il faut repousser le chantage moral qui est exercé chaque fois qu'un compagnon est arrêté. Il n'existe aucun devoir de solidarité à respecter. Personne ne finit en prison à la place de celui qui est dehors, personne n'est hors de la prison grâce à celui qui est enfermé. Même si sa libération est une de nos principales préoccupations, elle ne peut devenir le but auquel nous devons tout subordonner. Nous ne pouvons nous arrêter de courir uniquement parce que celui qui est à côté de nous a été arrêté. Mais plutôt nous devons nous donner les moyens pour créer les conditions de sa libération et de celle des autres, n'arrêtant pas d'observer et de nous concentrer sur ce que nous voyons devant nous, mais en nous rendant imprévisibles, ne nous fixant pas sur des échéances préétablies, mais en établissant les nôtres. Notre agenda ne peut être calqué ni sur celui du gouvernement, ni sur celui de la justice, et encore moins sur celui des différents groupuscules politiques qui recherchent les projecteurs de la notoriété. En somme, plutôt que de se renfermer pour se retrouver face aux murs d'une prison à exiger la libération de qui y est enfermé, il serait mieux de continuer à courir, toujours plus forts, dans toutes les directions. Pas uniquement parce que c'est la meilleure manière d'exprimer sa solidarité, puisque la conscience qu'il y en a qui continuent le chemin entrepris est plus agréable que tous les saluts bruyants ; mais surtout parce que c'est aussi la meilleure manière de montrer l'inutilité de telles séries d'arrestations à ceux qui les ordonnent et les exécutent.

Voilà pourquoi nous pensons que la meilleure manière de débattre de ce qu'il faut faire face à la répression (à part chaque considération et accord de type technique) consiste en réalité à s'interroger constamment sur quoi faire pour nuire à cette société dans son ensemble et à trouver les réponses

au cours de l'action. Parce qu'il est vrai qu'il souffle un vent mauvais, inutile de se le cacher. Mais il est aussi bien vrai que, si nous désirons vraiment le déchaînement de la tempête, ce vent qui souffle ne peut qu'être un faux problème.

Contrastare la repressione: riflesso condizionato o moto proprio?, quatre pages paru fin décembre 2003. Traduit de l'italien dans *Tout le monde dehors!* (Paris), brochure °5, février 2004

La complicité, pas la dette

Base pour une solidarité anarchiste

Aucun de nous ne doit rien à personne. Cela devrait être un principe directeur derrière toute pratique anarchiste. Tous les systèmes de pouvoir, toutes les hiérarchies et toutes les relations économiques sont justifiés par l'idée que chacun d'entre nous, en tant qu'individu, doit son existence à la collectivité qu'est cet ordre social. C'est une dette sans fin, une obligation éternelle qui ne peut jamais être remplie, qui nous garde enchaînés à un cycle d'activité qui maintient cette société. En tant qu'anarchistes et qu'insurrectionnalistes, notre but est précisément le complet renversement de ce cycle d'activité, des relations sociales qui gouvernent nos vies. Quelle meilleure occasion pour commencer, que le refus absolu du plus basique des principes économiques et politiques : la dette.

Malheureusement, une grande partie de la lutte sociale en cours se base elle-même sur des suppositions économiques et/ou politiques, et particulièrement sur celle de la dette. Les gens parlent de réparations, de dédommagements, d'obtenir ce que l'on nous doit, ce qui est de droit. Cela s'entend même dans la façon dont nous parlons de lutte des classes quand l'idée « de reprendre ce qui nous appartient » est utilisée pour signifier que nous avons un droit parce que nous l'avons « gagné » - c'est-à-dire, l'idée que « le produit doit appartenir à celui qui le produit ». Cette façon de concevoir la lutte des classes reste fermement implantée dans l'économie, qu'il est dans notre intérêt de détruire.

La méthodologie économique et politique de la lutte oppose le privilège au droit. De cette manière, il suppose que l'individu est dépendant d'un pouvoir supérieur, le pouvoir qui accorde les droits et les privilèges (c'est-à-dire, l'ordre social existant). En fait, les droits et les privilèges sont vraiment la même chose : des libertés limitées qu'un pouvoir supérieur accorde à un individu en raison d'une certaine valeur inhérente ou gagnée que ce pouvoir reconnaît en lui. Ainsi, l'opposition du droit et du privilège est une fausse opposition. Elle n'est rien de plus qu'un désaccord sur la façon dont le pouvoir devrait nous valoriser et un appel à lui pour une reconnaissance de notre valeur. Une lutte pour des droits n'est rien de plus qu'une lutte pour se vendre à un meilleur prix. Au maximum de sa radicalité, cela devient la tentative de vendre tout le monde au même prix. Mais

certains d'entre nous ne veulent pas être vendus du tout.

L'espèce de « solidarité » que cette méthode de lutte induit est une relation de service basée sur le concept de dette. Quand vous exigez que je renonce à « mon privilège », vous n'êtes pas juste en train de me demander de sacrifier quelque chose à votre conception de la lutte. Plus significativement, vous supposez que je reconnais ce privilège, me définissant en des termes nécessaires pour le gagner, par concession.

Pour utiliser un exemple, disons que vous exigez que je renonce à mon privilège masculin. Il y a quelques suppositions dans cela :

1. que je me vois essentiellement comme masculin ;
2. que je possède ce privilège et peut ainsi en disposer comme je le souhaite ; et
3. que je vous le dois, c'est-à-dire, que j'ai une dette envers vous en raison de ma masculinité.

Mais ce n'est pas le cas, en fait, je ne me vois pas uniquement comme un homme, mais comme un individu unique, comme moi-même.

Vous pouvez répondre avec justesse que cette société sexiste, néanmoins, me perçoit effectivement uniquement comme un homme et m'accorde des privilèges spécifiques qui vont à votre détriment. Mais concrètement nous voyons que je ne possède pas ce privilège, pas plus que je ne possède la masculinité qui m'est accordée. Tout cela m'est imposé par l'ordre social. Le fait qu'ils puissent fonctionner à mon avantage par rapport à vous n'en font pas moins une imposition à moi, à mon individualité. En fait, cet avantage agit comme un dessous de table par lequel les dirigeants de cette société essaient de me persuader de ne pas m'unir avec vous contre lui. Mais ce dessous de table fonctionnera uniquement si je perçois l'avantage du privilège masculin qui m'est accordé par cette société comme étant de plus grande valeur pour moi que ma capacité à définir ma propre sexualité, et créer mes propres relations avec d'autres de n'importe quel genre, et en mes propres termes.

Quand je reconnais cette société comme mon ennemi, je reconnais tous les privilèges et les droits qu'elle accorde à ses ennemis comme des impositions et des limitations qu'elle impose à mon individualité. Puisque le privilège masculin est quelque chose d'accordé et donc, défini et appartenant à l'ordre social, même si nous restons dans la structure économique et

politique de la lutte, ce n'est pas moi, mais cet ordre social qui a une dette envers vous. Mais comme nous l'avons vu, les concepts de « privilège » et de « droit » dépendent de l'idée d'un distributeur légitime qui se tient au-dessus de nous et décide de ce que nous méritons. L'ordre social est ce distributeur. Ainsi, il ne peut être dit qu'il vous doit quoi que ce soit. Il distribue ce qu'il possède en ses termes, et si vous n'êtes pas d'accord avec ces termes, cela ne fait pas de vous son créancier, mais son ennemi. Et seulement en tant qu'ennemi de cet ordre social, pouvez-vous être véritablement l'ennemi du privilège, mais alors, vous devenez aussi l'ennemi du « droit ». Tant que vous ne décidez pas de rétablir le « droit » en faisant appel à une autorité supérieure, comme par exemple une meilleure « société future », vous serez en position de pouvoir enfin commencer la lutte pour faire de votre vie votre propre vie. À ce niveau de conflictualité totale à l'ordre social existant, nous pouvons nous rencontrer et nous unir dans la vraie solidarité, basée sur la mutualité, la réciprocité et la complicité, unissant nos efforts pour renverser cette société.

En fin de compte, toute forme de solidarité qui repose sur des bases politiques et économiques – la dette, les droits et les devoirs, le sacrifice et le service – ne peut être considérée comme de la solidarité, au sens anarchiste. D'une perspective économique et politique, la « liberté » est un terme quantitatif se référant simplement à la baisse des restrictions. Cette vision est résumée dans la déclaration : « votre liberté s'arrête là où commence la mienne ». Cette « liberté » est celle des frontières et des limites, de la contraction et du soupçon - la « liberté » sacrée de la propriété privée. Elle fait de chacun d'entre nous le maton de l'autre – une triste base pour la solidarité.

Mais la conception anarchiste de la liberté est quelque chose de qualitativement différent de la restriction. C'est notre capacité, celle des individus, à créer nos vies en nos propres termes dans la libre-association avec d'autres de notre choix. Quand nous concevons la liberté de cette façon, il y a le potentiel de se rencontrer d'une telle façon que la liberté de chacun d'entre nous s'étend quand elle rencontre la liberté de l'autre. C'est la base de la mutualité ; notre vivre ensemble améliore chacun de nous. Mais dans le monde tel qu'il existe actuellement, il y en a beaucoup avec qui une relation de mutualité n'est pas possible. Ceux qui détiennent le pouvoir social et politique, ceux qui conservent la richesse comme leur propriété sacrée, ceux dont la tâche sociale est de maintenir l'ordre de la domination et tous ceux qui passivement supportent cet ordre limitent ma liberté, sapent ma

capacité à créer ma propre vie en mes propres termes et de librement m'associer avec d'autres pour réaliser ce but. Les maîtres de ce monde et leurs chiens de garde imposent leurs termes à ma vie, me forçant à des associations prédéterminées. La seule relation possible avec eux et avec l'ordre social qu'ils soutiennent est l'inimitié, l'hostilité totale et permanente. Je découvre la base pour la mutualité précisément dans ceux qui sont les ennemis des dirigeants de ce monde et de leurs laquais, ceux qui s'efforcent de reprendre leurs vies et de les vivre selon leurs propres termes. Et c'est là que la mutualité - le principe que la liberté des autres étend la mienne - devient la complicité. La complicité est la réunion d'efforts dans le but d'étendre la capacité à l'autodétermination individuelle contre ce monde de domination.

C'est la reconnaissance active que la rébellion spécifique d'autres étend ma propre liberté, qui me permet de trouver des façons d'agir ensemble avec ces autres contre les forces de domination et le contrôle social. Il n'est pas nécessaire de connaître personnellement ces autres, ils peuvent très bien porter leurs luttes une moitié de globe plus loin. Il est seulement nécessaire de reconnaître notre propre lutte dans la leur et d'avoir une action appropriée là où nous sommes. Ni par charité, ni par sens du devoir, mais pour nous-mêmes.

« Nous ne nous devons rien, pour ce que je semble vous devoir, Je dois surtout à moi-même. »

Complicity not debt extrait de *Willful Disobedience* Vol. 4, n°2, 2003.
Traduit dans *Non Fides* N°4, 2009

À l'air libre

Notes sur la répression et ses contours

« *Nous devons abandonner tout modèle,
et étudier nos possibilités* »

E. A. Poe

Les notes qui suivent naissent d'une exigence : celle de réfléchir ensemble sur la situation actuelle afin de trouver le fil d'une perspective possible. Elles sont le fruit de plusieurs discussions au cours desquelles se sont mélangés le bilan critique d'expériences passées, l'insatisfaction à propos des initiatives de lutte actuelles et l'espoir dans les potentialités existantes. Elles ne sont pas la ligne d'un groupe en compétition avec les autres, ni ne sous-tendent la prétention et l'illusion de remplir les vides —de vie et de passions projectuelles— à partir de l'accord plus ou moins formel sur certaines thèses. Si elles contiennent certaines critiques déplaisantes, ce n'est pas pour le goût en soi de les remuer, mais plutôt parce que je crois qu'il est aussi urgent de se dire les choses désagréables. Comme toutes les paroles de ce monde, elles ne trouveront un écho que chez ceux qui ont une exigence identique. En somme, une petite base de discussion pour comprendre ce qu'on peut faire, et avec qui.

On sait par expérience qu'une des plus grandes forces de la répression est de semer la confusion et de distiller la méfiance parmi les autres aussi bien qu'en soi-même, et de créer des fermetures identitaires et des suspicions plus ou moins paralysantes. En ce sens, plus tôt seront approfondis certains problèmes, et mieux ce sera. Des temps difficiles se préparent, au cours desquels nos habitudes pratiques et mentales ne seront pas qu'un peu secouées. S'il est vrai que le préjugé le plus dangereux est celui de penser ne pas en avoir, cela me ferait toutefois plaisir que ces notes soient critiquées pour ce qu'elles disent, sans lecture a priori. Un tel désir en explique le ton aussi bien que le style.

UNE MAISON INHABITABLE

La situation dans laquelle nous nous trouvons me semble être celle de ceux qui se barricadent entre quatre murs pour défendre des espaces dans lesquels ils n'ont pas envie de vivre. C'est pourquoi discuter d'ouverture, d'élargissement et d'alliances cache le fait que nous sommes en train de défendre une maison en ruines dans un quartier inhabitable. La seule issue me semble être d'incendier les lieux et d'aller à l'air libre, en y chassant l'odeur de moisi. Mais qu'est-ce que ça veut dire, en dehors de la métaphore ?

L'époque dans laquelle nous vivons est si prodigue en bouleversements que nos propres capacités d'interpréter les événements, et encore plus de les préfigurer, sont tombées (ou sont en train de le faire) sous les décombres. Si ceci concerne tous les révolutionnaires, les visions du monde et de la vie basées sur les modèles autoritaires et quantitatifs en sortent particulièrement en piteux état. Les gestionnaires des luttes des autres ne gèrent plus que d'inutiles représentations politiques de conflits déjà pacifiés ; et les luttes qui percent la pacification se laissent toujours moins gérer. L'illusion du parti — sous toutes ses formes — est désormais le cadavre d'une illusion.

La disposition, l'alignement et la dissolution des forces en présence, dans les petits comme dans les grands conflits sociaux, est toujours plus mystérieuse. Ce qui a toujours été un de nos traits distinctif — une vision non homogène et non cumulative de la force, une répulsion pour la dictature du Nombre — correspond en partie aux conditions sociales actuelles et aux imprévisibles possibilités de rupture qu'elles contiennent. Des transformations elles-mêmes de la domination — à travers son réseau de structures, de technologies et de savoirs — aux événements comme la guérilla en cours en Irak, nous pouvons tirer quelques enseignements. Il semble clair que les conflits se déroulent toujours moins au sens d'un affrontement de deux armées ou fronts, et toujours plus au sens d'une myriade de pratiques diffuses et incontrôlables. Une domination faite de mille nœuds pousse ses ennemis à se rendre plus imprévisibles. Une façon non centralisée de concevoir les actions et les rapports n'est pas seulement plus libertaire, donc, mais aussi plus efficace contre les mailles du contrôle. Si une telle conscience existe sur le plan théorique, nous ne réussissons pas toujours à l'appliquer dans nos propositions pratiques. D'un côté on affirme que le pouvoir n'est pas un quartier général (mais plutôt un rapport social), d'un autre pourtant on propose des initiatives qui le représentent ainsi. Je pense que nous de-

vrions chercher les formes d'action plus adéquates à nos caractéristiques et à nos forces (quantitatives et qualitatives). Malheureusement, nous continuons de penser qu'agir à quelques uns doit forcément vouloir dire agir de manière isolée. C'est ainsi que face à l'incarcération de compagnons et, plus généralement, à l'exacerbation de la répression, ce sont toujours les mêmes propositions qui sortent : le rassemblement, la manifestation, etc. Il ne s'agit pas, bien entendu, de critiquer ces formes de protestations en tant que telles, mais la mentalité qui le plus souvent les accompagne. Dans certains contextes —actuellement surtout locaux—, à l'intérieur d'une série d'initiatives, même la manifestation ou le rassemblement peuvent avoir leur sens. Mais lorsque cet entrelacement entre les formes d'actions manque, et, surtout, lorsqu'on raisonne entre stricts compagnons, je pense que répéter certains modèles finit par créer un sentiment d'impuissance et par reproduire le mécanisme connu des échéances plus ou moins militantes. Là aussi, il y a besoin d'air frais. On peut s'organiser, même à cent, en voulant, pour intervenir de façon intéressante en manif plus ou moins vastes. Mais si on est cent et pas un de plus, disons, pourquoi faire une manif ? Que peuvent faire cent compagnons dans une ville dont ils connaissent les points névralgiques ? Qu'est-ce que nous enseignent toutes ces luttes qui, au niveau mondial, redécouvrent l'usage passionnant et potentiellement subversif du blocage ?

Beaucoup se sont rendu compte que le problème de la répression ne peut être réduit au cercle des révolutionnaires. La répression —directe comme indirecte— implique des franges toujours plus larges de la population. C'est la réponse d'une domination qui sent couler la terre sous ses pieds, consciente de l'abîme qui se creuse entre l'insatisfaction générale et la capacité de récupération de ses serviteurs historiques : les partis et les syndicats. Sans en approfondir ici les raisons, il suffit de dire que si les subversifs parlent autant de prison c'est parce qu'il est toujours plus facile d'y finir et qu'ils sentent, en même temps, la nécessité de ne pas se limiter, face à un tour de vis complexe, à la défense de ses propres compagnons incarcérés. Là commencent les problèmes. Si on ne réussit pas à s'opposer à la répression indépendamment des individus sur lesquels elle s'abat, alors chacun défendra ses propres amis et compagnons, ceux dont il partage les idées, les passions et les projets —et c'est inévitable qu'il en soit ainsi. La solidarité contre la répression, lorsque cette dernière frappe des révolutionnaires avec lesquels on n'a aucune affinité, doit être bien distincte du soutien aux projets politiques qu'on ne partage pas ou qui sont justement antithétiques à ses propres désirs antipoliticiens. Or, plus le cercle des initiatives se res-

treint aux révolutionnaires, plus on risque justement d'aider à ressusciter des hypothèses autoritaires heureusement en ruines. Plus elle est vaste, vice et versa, et plus les deux niveaux (celui de la solidarité contre, et celui de la solidarité avec, c'est-à-dire de la complicité) sont bien séparables. Ainsi, il est plutôt étonnant que, sachant la portée sociale et universelle de la manie répressive, il soit proposé comme « solution » de plusieurs côtés l'unité d'action entre... les composantes révolutionnaires. De cette façon, non seulement on s'isole du reste des exploités qui subissent comme nous le poids du contrôle social et de la flicaille, mais on s'illusionne aussi sur un des aspects non négligeables : une telle « unité d'action » a un prix (peut-être pas dans l'immédiat, si les rapports de force sont favorables, mais à la longue si). Si plutôt que d'être cent anarchistes à une initiative, nous sommes cent cinquante parce que nous rejoignent cinquante marxistes-léninistes, et que pour obtenir cela on doit signer des affiches et des tracts rédigés dans un jargon plus ou moins impénétrable, il s'agit peut-être là d'un quelconque « élargissement » ? Ne serait-il pas plus significatif d'organiser une initiative, même à dix, mais en affrontant les problèmes ressentis par beaucoup et en exprimant des contenus plus proches de notre façon de penser et de sentir ? Quant à la solidarité spécifique avec nos compagnons à l'intérieur, il existe bien d'autres formes...

Je ne voudrais pas que cette attitude soit lue comme une « fermeture idéologique » ou comme la recherche d'une hégémonie sur d'autres groupes. C'est justement pour ne pas raisonner en termes de sigles, de chapelles et de formalismes qu'il vaut mieux que les propositions soient larges et claires, sans avoir comme interlocuteurs des groupes politiques précis, mais au contraire tout un chacun qui se sent concerné : ensuite, ceux qui veulent participer d'égal à égal sont les bienvenus. Si les autres révolutionnaires appliquaient la même méthode, cela serait profitable à tous. Il flotte un air d'alliances plus ou moins de convenances que je trouve irrespirable. Les fronts uniques, les unités d'action entre forces révolutionnaires —bien au-delà d'un objectif spécifique de lutte, dans laquelle on se confronte avec toute personne intéressée, qu'elle soit un camarade ou pas— font partie, pour moi, de la défense d'une maison inhabitable. Et ceci, indépendamment de combien Pierre ou Paul sont des personnes gentilles, correctes ou sympathiques ; c'est un problème de perspectives. Répondant à Bordiga, Malatesta dit une fois plus ou moins cela : « Mais si, comme le prétendent ces marxistes, les différences entre eux et nous sont si subtiles, pourquoi plutôt que de vouloir nous faire adhérer à leurs comités ne viennent-ils pas dans les nôtres ? ». Faire les choses entre anarchistes, donc ? Pas du tout. Agir sur

des bases claires, même à quelques uns, mais s'adresser à tous les exploités, à tous les insatisfaits de cette perpétuité sociale. Et insérer dans ce que nous disons et faisons —qu'il s'agisse d'une lutte contre les incinérateurs, contre les expulsions ou pour un toit— le problème de la prison (et donc de nos compagnons à l'intérieur). Non pas en juxtaposant ou en collant au reste « la question carcérale », mais au contraire en dévoilant les liens réels sur la base de l'expérience commune. N'importe quelle lutte autonome se heurte, un jour ou l'autre, à la répression (soit en l'affrontant ouvertement, soit en se repliant pour l'éviter). Même les occupations de maison posent le problème de la police, des intérêts qu'elle défend, du contrôle des quartiers, des ghettos et des taules. L'auto-organisation sociale est également toujours une auto-défense contre la répression.

SAUTER AU CŒUR DE L'OCCASION

Nous avons, sous certains aspects, une occasion historique : celle d'intervenir dans des conflits sociaux —présents et à venir— sans médiation. Si les épigones des forces autoritaires qui ont étouffé tant d'élans subversifs sont, comme nombre et projets, mal en point, pourquoi les aider à sortir de leur désastre ? Pourquoi s'attarder parmi les momies alors que le vent souffle fort ? Eux font des calculs politiques, nous pas. C'est dans l'expérience pratique qu'on verra qui est vraiment pour l'auto-organisation. Basons-nous sur cela.

Avec le redéploiement réformiste général, les quelques composantes anticapitalistes et anti-institutionnelles sont comme des incendies dans la nuit —la tentation est donc forte de s'en tenir strictement en deçà de certaines barricades. Mais ce n'est pas là que réside notre force. Fourier disait qu'une passion est révolutionnaire si elle permet une élévation immédiate du plaisir de vivre. Cela me semble être le critère le plus fiable. Je sais que de nombreux jeunes se sont rapprochés de certains milieux anarchistes parce qu'ils ont découvert qu'on vit mieux avec la solidarité et le courage de ses propres idées. Pourquoi ? Parce que le poids de la marchandise et du travail est moins fort lorsqu'on l'affronte ensemble, parce que les comportements hors-la-loi sont contagieux pour ceux qui aiment la liberté, parce que les rapports amoureux peuvent être plus sincères et plus satisfaisants sans bride, parce que dans l'union de la pensée et de l'action se renouvelle, comme le disait Simone Weil, le pacte de l'esprit avec l'univers. Voilà ce que l'enthousiasme —celui de la légèreté soucieuse et non pas celui de la frivo-

lité décourageante— devrait apporter à nos pratiques. Parce que « porter la panique à la surface des choses » est passionnant ; parce qu'il n'y a pas de fête sans rupture de la normalité. Laissons à d'autres certains langages de militants tristes et fuyons les modèles que connaît et attend le pouvoir.

On ne sortira pas du gué sur lequel on se trouve actuellement par quelque initiative, même bien réussie. Il faut s'avouer que les temps seront plutôt longs. Trouver des affinités réelles, expérimenter à nouveau des formes d'action collective articulées et imaginatives, berner le contrôle policier, sont des possibilités à réinventer au milieu de mille obstacles. « Oui, mais en attendant les compagnons sont dedans, en attendant la répression s'échauffe »— pourrait-on nous répondre. Mais la meilleure chose que nous puissions entreprendre pour les compagnons incarcérés n'est-elle pas de rendre socialement dangereuse cette exigence de vie pour laquelle ils sont enfermés ? En un sens, il est inutile de se regarder dans des miroirs politiques qui nous disent que nous sommes nus. Mieux vaut une nudité consciente que quelque habit tissé d'illusions. Mieux vaut recommencer à zéro, loin de l'odeur de cadavres et du bric-à-brac idéologique incompréhensible aux indésirables de ce monde.

Voilà, il y a besoin pour de multiples aspects d'une forte secousse qui porte des comportements inouïs dans les rapports individuels comme sur la place publique. Non pas au sens du goût de jouer les histrions et de façon autopromotionnelle dans une sorte de veine artistique —notoirement cadavérique—, mais comme une nouvelle exigence de vie qui s'affirme effrontément. D'une tension éthique qui ne confonde jamais oppresseurs et opprimés, et qui n'épuise pas son propre souffle contre les serviteurs du pouvoir —en cherchant à s'en libérer, par la violence aussi— mais pour aller au-delà. Il y a besoin d'une nouvelle bonté, armée et résolue, capable de bouleverser les calculs de boutiquiers de nos contemporains, capable de faire du mépris de l'argent un comportement individuel et social. Il y a besoin, en somme, que l'insupportabilité de ce monde —de son travail comme de ses maisons, de ses biens de consommation comme de sa morale— trouve sa propre expression irrésistible, constante, quotidienne. C'est dans notre vie que se joue la guerre sociale, parce que c'est dans la vie de tous les jours que le capital tisse son réseau d'aliénation, de dépendance, de petites et grandes capitulations. C'est là l'alpha et l'oméga de toute subversion sociale.

NE DITES PAS QUE NOUS SOMMES PEU...

Dites seulement que nous sommes. C'est ainsi que commençait un autocollant antimilitariste il y a plusieurs années. Il continuait ensuite en disant qu'il suffisait de quelques nuages noirs pour obscurcir le ciel. Il ne s'agit pas uniquement d'une astuce de l'optimisme, mais aussi d'une expérience réelle.

Pendant de nombreuses années —au moins une quinzaine— il y a eu en général peu d'attention dans le mouvement anarchiste d'action directe (celui qui est autonome de la Fédération Anarchiste et du syndicalisme, pour être clair) aux conflits sociaux et aux formes plus ou moins significatives d'auto-organisation des exploités. Outre les raisons historiques (le grande pacification des années 80), c'était dû à un problème de mentalité. De nombreux compagnons qui parlaient d'insurrection —un fait indubitablement social— percevaient la société comme un espace peuplé presque entièrement d'esclaves et de résignés. Avec un tel regard, ils restaient ainsi suspendus entre les déclarations de principe et leurs expériences effectives : indécis sur le fait de mener une révolte ouvertement solitaire, lents à ouvrir leur porte à des possibilités collectives (c'est peut-être de là, qui sait, que naissait une certaine rancœur ensuite balancée dans les polémiques entre compagnons). A côté de cette faible sensibilité aux luttes qui rompent avec la massification —mais qui sortent cependant de cette massification—, s'est en revanche développée une certaine capacité d'intervention autonome liée à une diffusion significative de pratiques d'attaques contre les structures de la domination (du nucléaire au militaire, en passant par les banques, les dispositifs de contrôle technologique ou les laboratoires de vivisection). A présent, quelque chose est en train de changer, comme si une exigence individuelle confuse rencontrait de nouvelles conditions sociales —et voici que des compagnons parlent à l'improviste de lutte de classe, parfois en empruntant lectures et jargon au marxisme. Mais bien souvent, au-delà de la rhétorique des tracts, la vision de la société est restée la même : autour de nous, en somme, il n'y a que des complices du pouvoir. Je pense que dans tout ça joue pour beaucoup un manque d'expérience de luttes sociales directement vécues et stimulantes. Quelques tentatives locales ont existé et existent, sans toutefois rejoindre cette difficulté instructive des conflits plus larges. Encore une fois, nous sommes sur un gué. Certaines réflexions pratiques sont nées sur la base des différents blocages réalisés

par les travailleurs ou par d'autres¹. Nous nous y sommes jetés à nombreux, demandant à ces luttes beaucoup plus que ce qu'elles pouvaient exprimer —sauf pour retourner chez soi en se plaignant de la servilité des exploités. D'autres occasions ne manqueront pas, pas plus qu'une plus grande attention de notre part. Mais ça ne suffit pas.

Je pense que c'est moins que jamais le moment de renoncer au goût de l'action directe, même à peu nombreux. Mais celle-ci devrait seulement être majoritairement liée à des contextes sociaux, à des insatisfactions perceptibles. Combien d'occasions avons-nous perdues (après Gênes, au cours des blocages contre les trains de la mort [qui transportaient armes et troupes italiennes en partance vers l'Irak], après Nassiriya [où 19 carabiniers ont explosé d'un coup en Irak en novembre 2003], au cours de la tragédie du Cap Anamur [bateau d'immigrés que la marine italienne a laissé couler au large des côtes], etc.) ? Le temps est l'élément au sein duquel vivent les hommes, et la révolte est faite d'occasions. Nous devrions mieux étudier nos possibilités, plutôt que de tourner ainsi souvent en rond. Il y eut diverses nobles exceptions, bien entendu (plusieurs actions après Gênes, d'autres contre les biotechnologies ou la machine à expulser, certains sabotages contre la guerre, etc.), mais sporadiques, entourées du bruit provoqué par une rhétorique inutile, par des proclamations au vent et une distinction pratique (et éthique) tout sauf claire sur qui sont les ennemis. Et justement en une période où, face à la violence indiscriminée dont s'emparent toujours plus souvent des instances de résistance et de libération des damnés de la terre, cette clarté serait nécessaire. Surtout de la part de ceux qui répètent sans cesse que la meilleure théorie est la pratique, mais laissent ensuite au hasard beaucoup de ce qu'ils font². Peut-être qu'éblouis

1 L'Italie connaît peu de « grands mouvements sociaux » à la française. Aussi la grève sauvage des tramainots et chauffeurs de bus de décembre 2003 avec blocage des dépôts a-t-elle pris au dépourvu les compagnons, qui après un temps de latence se sont lancés dans les grandes villes avec enthousiasme dans des pratiques de solidarité (voir les traductions de *Quale Guerra* dans *Cette Semaine* n°87, février/mars 2004, p.19). La reprise de la lutte en Val Susa contre le TAV à partir de septembre 2005 a souvent constitué pour nombre d'entre eux la première expérience de lutte sociale et populaire élargie. (NdT)

2 Nous y voyons là une claire allusion critique aux méthodes de la Fédération Anarchiste Informelle alors naissante, dont plusieurs actions revendiquées consistaient en l'envoi de colis piégés, laissant « au hasard » de l'acheminement postal et des personnes chargées d'ouvrir le courrier des grands de ce monde le soin d'être ciblées ou à côté de la plaque. (NdT)

par les effets spéciaux du spectacle, nous sommes les premiers à peu croire aux conséquences de nos actions (nous laissant aller à l'à peu près), ou bien à en exagérer la portée (nous laissant prendre par l'illusion médiatique). Il y a des conséquences qui continuent à produire des causes.

LE GRAND JEU

Le grand jeu, me semble-t-il, réside dans la capacité de réunir une certaine dose de non-conformisme quotidien (perturber partout où c'est possible la normalité sociale, des débats citoyens aux foires à la consommation et à l'abrutissement culturel, du travail à la paranoïa du contrôle) avec la célérité d'action au moment opportun. En étant des véhicules de la joie de vivre et non des Cassandre du futur effondrement du capitalisme. Pour que l'action anonyme et destructrice exprime la construction d'une vie qui ne soit pas anonyme. Trop vague ? Certes, et il ne pourrait pas en être autrement. S'agissant du plus sérieux des jeux, c'est à chacun de jouer la partie. Les difficultés existent et sont énormes, vu la perte progressive des espaces d'autonomie, tragiquement érodés par le système social actuel et ses mille narcotiques technologiques. Et pourtant, les limites résident surtout dans notre résolution et notre fantaisie, lourds que nous sommes du fardeau de l'habitude des gestes, des paroles, des rapports. Une rencontre plus large entre les différents milieux naîtra des parcours respectifs d'autonomie de pensée et de lutte, non pas d'une somme de forces dictée par l'urgence. Alors, les discussions ne seront pas un ballet immobile de phrases toutes faites, mais au contraire l'occasion d'apprendre les uns des autres, de faire finalement communiquer les modes de vivre, c'est-à-dire les mondes réciproques. Alors retrouverons-nous la confiance et l'enthousiasme, et quelque chose qui ressemble à une expérience commune pourra naître.

La révolte est aussi la rencontre entre la légèreté et la rigueur.

Un ami de Ludd

All'aria aperta. Note su repressione e dintorni, quatre pages paru en septembre 2004, traduit de l'italien dans *Cette Semaine* n°91, hiver 2006

La répression et son petit monde

*Quelques réflexions pour ne pas faire d'un thème particulier
un point isolé*

Aujourd'hui, le constat que nous vivons sous le règne de la séparation est plutôt partagé, et n'a rien de bien original. Les analyses qui pointent ce mécanisme ne manquent pas, même si les partisans de l'économicisme tendent encore à le réduire à sa plus simple expression. Surtout, chacun, chacune éprouve profondément et au quotidien à quel point l'organisation sociale qui repose sur tant de séparations contribue à nous rendre étrangers les uns aux autres ainsi qu'à nous-mêmes, combien elle nous mutile de/avec notre environnement, combien la division du temps, de l'espace, des activités participe de la dépossession individuelle et généralisée. Il est donc logique que des discussions portent sur comment battre en brèche cet état de choses, en réfléchissant aux éventuels liens à créer entre celles et ceux qui vivent cette nécessité, mais aussi aux manières d'aborder et de relier sans les hiérarchiser les divers aspects de la domination. Car en fin de compte, le but n'est-il pas d'en finir avec les misères qu'elle engendre ? Pourtant, tout n'est pas si simple, et il n'est pas rare que des luttes qui se veulent radicales reproduisent assez vite certaines formes de morcellement. C'est par exemple le cas lorsque des catégories inhérentes au système que nous souhaitons voir disparaître sont reprises telles quelles, notamment comme point de départ d'un possible commun. Comme si faire des travailleurs, des précaires, des prisonniers, des sans-papiers ou autres « sans » d'hypothétiques sujets de lutte ou de transformation sociale ne correspondait pas justement à ce qu'on aimerait faire de nous : une juxtaposition d'identités parcellaires enfermées dans différentes cases, bien que poreuses et perméables. Même si ces définitions sont liées à des situations sociales bien réelles, elles n'en réduisent pas moins des individus aux seules positions que la société leur assigne, et ne disent en tout cas rien de qu'ils sont, font, veulent ou ne veulent pas. Alors, plutôt que de reproduire à l'infini ces catégories, parfois érigées en

identités, ne serait-il pas possible de s'associer sur la base d'un commun qui dépasserait la condition particulière faite à chacun ? Un commun qui ne serait certainement pas un Tout, mais pourrait s'incarner en négatif comme en positif dans des refus, des désirs, des idées partagées et portées par chacun. Approfondir ces aspects contribuerait sans doute à sortir de la dichotomie intériorité/extériorité inhérente à tout sujet/identité, mais aussi à avancer vers des projets en tension avec nos aspirations réelles, comme par exemple cette volonté farouche d'en finir avec toutes les cases et cages auxquelles nous nous heurtons (frontières, enfermement, salariat ...).

Un autre frein à la remise en cause de toutes les séparations qui nous sont imposées réside certainement aussi dans le fait de concevoir nos luttes comme étant nécessairement partielles. Or, plus un terrain de lutte sera d'emblée défini étroitement, et plus lui seront imposées des limites difficiles à dépasser, tant au niveau des échos qu'il pourrait rencontrer, que de la remise en question de l'ensemble de ce système social. Les sauts qualitatifs – qui ne sont pas nécessairement quantitatifs – sont certes toujours possibles, mais il reste alors indispensable que celles et ceux qui les souhaitent oeuvrent réellement à ce que la lutte ne tourne pas sur elle-même, ou ne se focalise pas sur les seuls objectifs considérés à tort ou à raison comme plus facilement et rapidement atteignables. Dans une perspective émancipatrice, pourquoi en effet détacher arbitrairement les « besoins » (plus ou moins immédiats selon les critères) des envies et des désirs qui les accompagnent ? Pourquoi devrait-on maintenir une quelconque ambiguïté sur ce que nous pensons du fonctionnement de ce système, et l'antagonisme que nous souhaitons lui opposer ? Au nom de quoi se mettrait-on à défendre ou à revendiquer des miettes, au lieu de porter un possible commun, comme par exemple le dégoût de l'exploitation et de l'esclavage salarié et le goût du sabotage de ce monde ; la critique de l'urbanisme concentrationnaire et les débrouilles offensives qui en découlent ? Pourquoi isoler certaines parties d'un tout qu'il ne s'agit ni de réformer ni d'humaniser, mais bien de détruire ?

Bien sûr, libre à chacun d'attaquer le monstre des rapports aliénés par les angles qui lui paraissent les plus propices ou lui tiennent le plus à coeur. Cependant, c'est de la manière de porter ces attaques – évidemment liée aux pourquoi – que dépendra aussi leur dimension subversive. C'est à partir de là que se posent toute une série de questions (aux conséquences éminemment pratiques) quant aux objectifs que nous nous proposons d'atteindre,

aux moyens que nous pensons adéquats, ce à quoi nous aspirons et ce que nous espérons développer à plus ou moins long terme, à nos perspectives générales en somme. Il s'agit là de questions essentielles qui font partie de la lutte pour nous réapproprier nos vies, et pas de simples jeux d'esprit. En outre, les réponses que chacun, chacune y apporte au quotidien comme dans n'importe quelle lutte particulière, pourraient bien constituer une base pour dépasser les fausses séparations.

Bien sûr, le but n'est pas de tenter d'unifier ce qui, pour de vraies raisons de fond, comme des visions ou des perspectives antinomiques, s'avèrerait inconciliable. Cela ne pourrait d'ailleurs s'opérer qu'au prix de concessions d'ordre politiques ou de renoncements essentiels. L'idée serait plutôt de chercher et de nouer des complicités à l'intérieur de parcours de lutte contre l'autorité et ce qu'elle veut nous imposer.

DANS LE VIF DU SUJET : « RÉPRESSION ET ANTI-RÉPRESSION »

Liée à la survie ou aux désirs inassouvis de vivre libres, la répression s'impose sous bien des formes. Vue l'étendue des répressions qu'exerce ce système à travers tous ses rouages et des pressions quotidiennes que produisent l'ensemble des rapports sociaux – dont nous sommes partie prenante et que nous reproduisons aussi – il y a de quoi faire... En ce sens, lutter contre la répression et ce qui la sous-tend ne consiste ni plus ni moins qu'à se battre contre l'ensemble des rapports de domination et pour la liberté. Mais ce n'est généralement pas ce que l'on entend par là.

Si la répression fait certes partie du quotidien, c'est aussi une question qui se pose immédiatement dans toute lutte, particulièrement lorsqu'elle ne fait pas mystère de sa volonté de bouleversement social. Tenter d'oeuvrer directement à la destruction de ce système nous expose à ses foudres, comme quelques affaires nous l'ont rappelé ces dernières années en France. Ce qui est le lot habituel dans d'autres pays, c'est-à-dire une répression spécifique contre des idées et des actes menaçant et visant à renverser l'ordre établi, est donc à nouveau à l'ordre du jour.

Dans les deux cas pourtant, qu'il s'agisse du quotidien de la domestication ou des luttes particulières, c'est de la manière dont on analyse la répression en général que découle comment on décide de l'affronter publiquement. Avec les conséquences très pratiques que cela ne manque pas d'avoir.

Se focaliser uniquement sur tel ou tel outil répressif (l'ADN, le flash-ball, l'énième loi « sécuritaire » ...) alors que l'arsenal déjà fourni ne cesse

de s'agrandir, revient souvent à se placer sur le terrain défini par l'État. C'est ainsi le cas lorsque l'étude technique de certaines « innovations » ou perfectionnements supplante l'analyse des contextes dans lesquels ils s'insèrent et plus encore quand la contestation se borne à réclamer leur abolition, ouvrant grand la voie au réformisme. Cela peut aussi passer par le fait de reprendre des catégories créées par d'autres, si ce n'est pour les revendiquer, tout au moins en s'y attachant exagérément. On pourrait citer pêle-mêle les « délinquants de banlieue », les « terroristes », les « militants » ou les « membres » de telle ou telle « mouvance ». Personne n'a le monopole de certaines pratiques offensives, à moins de nier la dimension sociale des illégalismes. Plus généralement, attaquer la répression par le plus petit bout de la lorgnette ne permet guère d'élargir le champ d'intervention vers une remise en cause de la Loi en soi. De même, considérer comme inacceptable telle ou telle répression particulière amène presque inévitablement à tenter d'en démontrer le caractère infondé ou injuste – en mettant notamment en avant l'innocence ou quelque prétendue déviation du droit.

Les cris d'orfraie qui reviennent régulièrement à propos d'une soi-disant « criminalisation du mouvement social » en sont un exemple banal. La « légitimité » des accusés ou de certains actes devrait manifestement découler de leur caractère « militant » ou du contexte de lutte – avec la carotte qu'un grand nombre de participants constituerait en plus une circonstance atténuante. Cela signifie-t-il que des individus ou des pratiques qui ne rempliraient pas ces conditions seraient légitimement condamnables ? A force d'insister sur l'aspect collectif d'un mouvement ou celui partagé d'une pratique à des moments donnés, ne finit-on pas par découper la conflictualité en petites tranches plus digérables par la répression, et surtout par ignorer une grande partie de l'antagonisme, celle pratiquée quotidiennement de manière diffuse, qui a ses raisons propres et utilise tous types de moyens liés à l'imagination et la détermination ?

Un autre exemple de cet enfermement sur le terrain de l'État est la polarisation sur certains types de procédures (comme l'anti-terrorisme) vues comme des exceptions, ce qui revient à reconnaître, ne serait-ce qu'en creux, la loi, la justice et l'ordre « normal » qui les sous-tend. Il n'est pas étonnant dans cette logique que les médiations institutionnelles classiques (partis, syndicats, médias...) soient utilisées pour s'adresser à l'État, puisque celui-ci, mis face à ses responsabilités, serait supposé rectifier ses abus ou les erreurs de ses serviteurs. Tout se passe donc comme si, au nom de l'urgence et d'une certaine « gravité de la situation », on pouvait soudain évacuer la question du fonctionnement de ce système, mettre en avant les

libertés formelles qu'il est censé garantir, jouer sur l'indignation voire la récupération citoyenne, quitte à réhabiliter de fait l'idée de démocratie, de délégation et de représentation.

Ce type de réflexes antirépressifs, même quand leurs intentions ne sont pas strictement politiciennes, n'en neutralisent pas moins toute portée subversive. Ils se produisent aussi et surtout, au-delà de chaque cas particulier, quand la répression est vécue comme un moment séparé, une sorte de parenthèse où toutes les contradictions seraient abolies. Et c'est ainsi que l'action directe peut allègrement cohabiter avec des stratégies opposées, finissant toujours par être instrumentalisée à leur profit, et qu'on pourrait utiliser en soutien n'importe quels larbins de la domination et les pompiers de service (élus, prêtres, partis ou syndicats, peu importe). Cette logique démocrate du tout compatible tant qu'on reste raisonnables, contribue précisément à intégrer la contestation, à éliminer le dissensus et participe à ce que l'État puisse atteindre ses objectifs de contention. Un tel renversement est particulièrement troublant et criant quand l'une des prétentions de départ était la remise en cause de l'ordre existant.

RÉPRESSION, ÉTAT ET RAPPORTS SOCIAUX

Une autre manière d'affronter la question pourrait à l'inverse consister à ne pas faire de la répression une exception à l'ordre de ce monde, y compris quand elle frappe de manière spécifique celles et ceux qui sont déterminés à saper ses bases.

Même en ne s'intéressant qu'aux seuls appareils policier, judiciaire et carcéral, il est difficile de ne pas se rendre compte de tous les moyens dont ils disposent et font usage pour maintenir et préserver l'ordre social. Que ce soit pour défendre la sacro-sainte propriété, le monopole de la violence, les valeurs et les normes dominantes érigées en lois, l'État s'est donné depuis belle lurette les moyens de contrôler, de menacer et de punir ; et il ne s'en prive pas. On ne peut donc attaquer fondamentalement ces piliers de la société sans mener une critique directe de l'État en soi, dont la seule existence signifie la répression des désirs et volontés individuelles au nom de quelque intérêt supérieur ou d'un supposé « bien commun ». Un aspect trop souvent absent lorsque le combat s'arrête plus ou moins volontairement sur les expressions visibles de la police (qui ne se réduit pas aux seuls uniformes), de la justice (qui couvre un champ plus large encore que tous

les codes pénaux) et de la prison (si présente au delà des murs). De même, on ne peut séparer une fois de plus ce qui va intrinsèquement de pair, c'est-à-dire l'aspect nécessairement coercitif de l'État de son côté pré-tendument « social », comme si cet aspect ne faisait pas partie intégrante de l'ensemble de sa gestion, comme s'il ne modelait et n'envahissait pas les écoles, les lieux de travail, les organismes sociaux et tous les endroits où nous habitons.

L'écrasement que nous subissons et contre lequel il s'agit de lutter est aussi un rapport social. A trop insister parfois sur la coercion et tous ses instruments, on en vient facilement à exagérer ses effets –djà énormes– par rapport aux possibilités de les affronter, mais on risque surtout de passer à la trappe d'autres mécanismes sociaux qui travaillent largement à la pacification (notamment dans les systèmes démocratiques) et qui reposent aussi sur diverses formes de consentement, d'adhésion et de participation.

En réalité, la question n'est pas de refuser a priori toute lutte qui prendrait telle ou telle structure ou processus répressif comme point de départ dans l'attaque de ce monde, mais de faire en sorte que l'ensemble des dimensions posées ici soient présentes. Pour ne pas détacher la répression de la critique de l'État dans son ensemble, et ne pas réduire non plus cette dernière à des dispositifs séparés des rapports sociaux, on pourrait par exemple aborder la question de la prison sociale, qui ouvre de vastes débouchés théorico-pratiques et des possibilités d'approfondissement.

Remettre en cause toutes les prisons implique en effet de se pencher sur les mécanismes de contrôle et d'enfermement qui traversent l'ensemble de la société. En ne se concentrant plus uniquement sur un aspect particulier de la gestion carcérale ou sur la mise en place de nouveaux dispositifs répressifs ou de surveillance, on peut dans un même mouvement se saisir des codes moraux et sociaux qui constituent autant de strates participant à la domination et peuvent aussi s'incarner très concrètement... Pour n'en citer que quelques unes, il y a le rapport à la loi (quelle qu'elle soit) et au conflit, la collaboration citoyenne, le contrôle social diffus sur les différents aspects de la vie de chacun, chacune. S'attaquer à ce qui nous enferme au quotidien comporte alors un défi de taille : porter des contenus et des pratiques résolument anti-autoritaires au coeur des rencontres que nous espérons faire dans une lutte contre les différents murs de cette prison sociale.

De même, une lutte spécifique contre telle ou telle structure carcérale peut avoir pour but de l'attaquer directement pour la détruire, mais avec en ligne de mire le « monde qui la produit ». Ce n'est en effet pas un vain mot

ou un simple slogan, lorsque les objectifs que se donne une telle lutte sont aussi la diffusion d'idées émancipatrices, la propagation de manières de s'auto-organiser qui permettent à chacun, chacune de prendre l'initiative en dehors des médiations institutionnelles et de toute hiérarchie, ainsi que l'extension des hostilités individuelles et collectives dans une perspective révolutionnaire.

Autant de choses à creuser dans ce genre de luttes comme dans n'importe quel combat que nous souhaitons impulser ou auquel nous décidons de participer.

ANTI-RÉPRESSION ET SOLIDARITÉ

Une critique classique adressée à celles et ceux qui feraient de « l'anti-répression », et au réflexe anti-répressif en général, est la tendance à délaisser provisoirement le reste de ses activités pour se restreindre à une stricte autodéfense. Trop souvent en effet, quand la répression vient frapper à la porte, elle paralyse non seulement des énergies par ses effets directs et son épée de Damoclès, mais elle parvient aussi à monopoliser le terrain et le calendrier. Il arrive ainsi qu'à force de concentrer l'essentiel du temps et des efforts sur ce qui arrive aux compagnons ou camarades, on en vienne à perdre de vue ce contre quoi ils se battent et à négliger, voire abandonner, le pourquoi nous nous battons. Triste paradoxe, auquel s'opposerait comme un effet miroir, la proposition malheureusement souvent conçue de manière bien trop abstraite et détachée, de poursuivre génériquement les luttes. Comme si de rien n'était ?

Il ne s'agit pas de faire ici une proposition de lutte anti-répressive, encore moins si celle-ci devait se substituer à l'offensive contre l'ensemble de ce système. Nous savons que le terrain de l'opposition à la répression est miné, mais à peu de choses près, ni plus ni moins que tout ce que ce monde nous réserve, car nous n'en n'avons pas choisi les contours. Comme dans tout combat qui se présente, c'est donc à nous de décider de ce que nous voulons en faire ; de choisir d'en déplacer les termes, s'ils sont par trop enfermants ; de tenter de le porter là où le bât blesse, où existent des possibilités d'échos, voire de rencontres complices dans l'antagonisme. Dès lors, au nom de quoi refuserait-on de prendre à bras le corps cet aspect de l'affrontement ? Si nous les envisageons dans le vaste contexte de la guerre sociale à laquelle nous prenons part, il ne devrait pas être si difficile ni artificiel de répondre à ce genre de coups en les reliant aux autres oppressions

et surtout aux autres révoltes.

La solidarité ne se base pas sur le fait répressif en tant que tel, mais sur ce en quoi nous nous reconnaissons, dans ce qui peut motiver des individus, des luttes, des actes... Bien plus que du soutien à des personnes en butte à la répression, la solidarité est surtout une manière de continuer à porter en avant un antagonisme avec ses pourquoi. Quand l'État essaie de faire rentrer les récalcitrants dans le rang, une erreur serait de les pousser dans de nouvelles cases, en contribuant ainsi à les isoler du reste de la conflictualité sociale (nul besoin d'être « militant » ou proche d'une « victime de bavures policières » pour se reconnaître dans l'hostilité contre les keufs et contre le système qu'ils contribuent à maintenir en place, par exemple). La rage et la révolte contre l'existant se manifestent en permanence, de bien des manières et en bien des endroits. Et si elles nous animent aussi, exprimons-les alors en mots et en actes, dans un échange avec ce qui nous parle et nous tient à cœur, comme le refus de l'autorité et nos désirs de liberté. Car n'est-ce pas ce que nous souhaitons voir s'étendre ?

De la même façon que le mécanisme répressif ne peut être résumé à de simples procédures ou à de sales journées passées sur les bancs d'un tribunal, l'autodéfense – surtout quand on veut changer le monde – ne peut se réduire à la seule expertise, y compris partagée, en matière juridique. Si nous pouvons nous saisir de ces occasions-là (interventions policières, incarcérations, procès) comme de tant d'autres pour faire de l'agitation, ce n'est pas avec de savants calculs sur les effets que cela aurait sur une issue judiciaire. L'État a ses raisons qui ne sont pas les nôtres, et de toute façon l'idée n'est pas de s'adresser au pouvoir, mais de tenter une fois de plus d'établir un dialogue au sein de la conflictualité. En ce sens, la notion de rapport de force ne se limite pas au temps d'une affaire, d'un procès ou de n'importe quelle « campagne ». De même, la réussite ou l'échec ne se mesureront pas à l'aune de la quantité de gens qui s'y seront directement intéressés ou de la lourdeur des condamnations, mais notamment à la manière dont nous aurons contribué à renforcer et à étendre un antagonisme à la fois général et individuel. Cela est certes bien difficile à évaluer, excepté les quelques échos proches ou plus « lointains » qui peuvent nous parvenir et ne sont pas négligeables. C'est d'ailleurs souvent en vain que l'on chercherait à quantifier les effets de telle ou telle intervention, tant ils peuvent traverser l'espace et le temps et nous dépasser, comme le champ de nos connaissances immédiates. A nous donc de définir nos propres cri-

tères et d'expérimenter différents mélanges solidaires toujours plus explosifs. Dans cette optique, tenter de s'opposer de la manière la plus offensive et subversive possible à tout ce qui nous enferme et nous détruit au jour le jour –dont police, justice, prison ne constituent effectivement qu'un pan- ne relève pas tant d'une autodéfense militante, pour ceux qui tiennent à ce terme (avec ce que nous sommes, nos idées, nos aspirations et les pratiques qui en découlent), que d'une certaine conception de la lutte.

La solidarité reste une de nos armes à affûter contre un système qui fonctionne aussi sur l'intimidation et sur l'atomisation. Avec un peu d'imagination et de créativité, associées à une analyse du contexte social dans lequel on se trouve, on pourrait même aider à briser quelque peu ces deux aspects fondamentaux de la domination. Face à tous les obstacles qui jalonnent le chemin, une certaine cohérence et continuité ne contribuent pas seulement à éviter le morcellement de nos activités et de nos individualités, mais pourraient aussi devenir un point d'appui pour partager et approfondir avec d'autres une tension commune vers la liberté.

Subversions. Revue anarchiste de critique sociale, n°1 (Paris), septembre 2012.

Quelle solidarité ?

« *D'abord ils sont venus prendre les...* »

Vous connaissez les célèbres vers de la poésie habituellement attribuée au dramaturge Bertolt Brecht, mais dont l'auteur original est le moins connu pasteur luthérien Martin Niemöller ? Ces vers simples et immédiats constituent à la fois une critique de l'indifférence face au mal, lourde de conséquences graves, et une observation de sa nature. Ils nous font sentir à la fois la cause et l'effet de l'indifférence. Nous sommes sans réaction face au mal quand et parce qu'il frappe les autres, loin de nous. Voilà pourquoi nous n'intervenons pas, autant pour ne pas entrer en contact avec le mal lui-même, que parce que la chose ne nous concerne pas fondamentalement. Cette indifférence, cependant, permet au mal de grandir, de se renforcer, de se propager, augmentant ainsi la probabilité que nous en soyons à notre tour victimes. C'est pour cela que notre manque d'intérêt, qui à court terme nous mettra peut-être à l'abri, se révélera à long terme inutile, voire mortel. Parce que le mal ne s'arrête pas tout seul.

Que faire, alors ? Intervenir tout de suite, bien sûr, avant de finir en tête de la liste. Immédiatement, à la première manifestation du mal. Mais la logique de cette réponse couve en elle-même sa propre abomination. Car pour intervenir avec vigueur, il faudrait en effet que la chose nous concerne, qu'elle concerne le plus de monde possible, qu'elle concerne tout un chacun. Si les socialistes, les communistes, les juifs, les tziganes, les homosexuels... s'étaient bougés en même temps contre le nazisme, s'ils n'avaient pas réciproquement fermés les yeux face aux malheurs d'autrui, les choses auraient tourné autrement, et la peste brune aurait peut-être été éliminée bien plus tôt.

La question est donc : qu'est-ce qui aurait pu les pousser à intervenir ainsi ? Pourquoi des individus éloignés, étrangers, parfois même hostiles les uns aux autres, auraient-ils dû tout à coup se retrouver du même côté de la barricade ? Au fond, il était bien plus facile de se laisser aller à la nonchalance et de dire : « si l'inconnu ou le vieil adversaire est éliminé, eh bien, cela peut être une bonne occasion pour lever son verre, pas pour se soucier de ce que demain nous réserve. L'ennemi de mon ennemi, par exemple, s'il n'est pas mon ami, ne devient pas nécessairement mon ennemi. »

Pour ébranler ce pilier de l'indifférence, ou plutôt pour tenter de diffuser

une intelligence capable de voir pour prévoir, la sagesse a suggéré d'emprunter un raccourci bien plus facile, mais glissant. On a annulé la différence avec les autres en inventant un « nous » collectif plus large, capable de faire tenir ensemble beaucoup de personnes, à travers un lien nommé *solidarité*. Une solidarité qui — évitons d'en ruminer l'étymologie, passe-temps désagréable qui nous remplirait la bouche d'un goût proche d'*argent* ou de *soldat* — trouve son origine la plus noble dans la révolution française, en tant que synonyme de fraternité, d'appartenance à une même entité (peu importe qu'elle se nomme nation, Etat, humanité, communauté ou mouvement). Et là voilà, l'abomination : cette entité qui devrait nous unir n'existe tout simplement pas, c'est un fétiche pour supprimer le démon de l'individualité. Nier la différence qui peut nous diviser est de surcroît le meilleur cadeau qu'on puisse faire à ceux qui la voient surtout comme une opportunité de conquête. Parce qu'une fois enfouie, sublimée, retirée, refoulée, cette différence continuera néanmoins à ronger chacun d'entre nous, pour tôt ou tard exploser sous forme de guerre civile. En outre, il est plutôt drôle que pour combattre l'indifférence on persiste à en confirmer le primat fondamental : ne se préoccuper que de ce qui « nous » arrive. C'est vrai, non, il suffit juste d'étendre notre concept de « nous » !

Et patience pour les autres, qui continueront à exister, mais en plus petit nombre. Quand ils sont venus les prendre, non, vraiment, qu'est-ce qu'on aurait pu faire ? Rien, ils n'étaient pas comme nous ! Ils ne faisaient pas partie de notre groupe, de notre mouvement, de notre communauté... Parce que dans notre tête est désormais figée cette idée d'une solidité, d'un Ensemble comme seul préalable possible à toute intervention contre le mal ; et cette solidarité sucrée doit aller à nos frères, au sang de notre sang, aux membres d'une même communauté. Les autres, aujourd'hui comme hier, ils peuvent aller se faire foutre. « S'ils touchent à l'un d'entre nous, ils touchent à tous » — n'est-ce pas ? Et donc s'ils touchent à l'un des autres, c'est comme s'ils ne touchaient à personne : qui est-ce que cela intéresse ? Lorsqu'ils ont en effet commencé à appliquer le Daspo¹ aux ultras, qui s'en est préoccupé ? Au fond, ces « fanatiques sans cervelle » l'avaient bien mérité. De la même manière, personne n'est outré aujourd'hui si un « porc maniaque », coupable d'avoir payé trois mineurs en échange d'une relation

1 Le Daspo (Divieto di Accedere alle manifestazioni SPORtive, Interdiction d'accéder à des manifestations sportives) a été introduit dans la loi italienne en 1989. Cette interdiction administrative de s'approcher d'un stade, prononcée sur la seule base de notes blanches, peut s'accompagner d'une obligation de pointer au comico pendant les matchs

sexuelle, a été condamné à quinze années de prison. Une peine délirante, absurde et disproportionnée, en fin de compte... mais qui se soucie d'un personnage aussi rebutant ? Sans parler des fascistes, contre lesquels certains demandent même une répression bénie par la loi. Hier, c'était déjà le cas contre les homosexuels et les tziganes. Soyons sincères : si quelqu'un ne fait pas partie du « nous », il est plus facile de l'ignorer. Notamment parce que personne ne veut courir le risque d'être pris pour « l'un d'eux. »

C'est vrai, le raccourci du « nous collectif » était une pente facile à descendre, tandis que l'autre hypothèse ne l'était pas du tout. Comment faire comprendre qu'il n'existe pas de nous commun dans lequel se reconnaître ? Que nous sommes divers, que nous sommes différents, que nous sommes uniques ? Avec quelques uns nous pouvons nous entendre, avec beaucoup d'autres pas. Parfois nous nous méprisons aussi, nous nous détestons vraiment. Mais cette absence de communauté ne devrait pas conduire à l'indifférence. Parce que, *quand ils viendront les chercher*, il faudra au moins avoir la hardiesse d'intervenir. Pas pour eux, pas en solidarité avec ceux qui sont réprimés, mais toujours et de toute façon contre l'Etat, par haine de qui réprime. Intervenir non pas pour défendre ceux qui souffrent, mais pour attaquer ceux qui font souffrir. Sans hypocrisies, sans manipulations, pleinement conscients que le pouvoir peut nous faire demain ce qu'il fait aujourd'hui à d'autres. Et ceci est un motif plus que suffisant pour ne pas rester impassibles, pour essayer de toucher le plus de personnes possibles, tout un chacun peut-être. Non pas à l'unisson, en suivant une partition unique, mais en ordre dispersé, chacun comme il l'entend.

Le fait de haïr les prisons, de vouloir qu'elles soient rasées au sol, ne signifie par exemple pas du tout qu'on aime tous ceux qui y sont enfermés. Je n'éprouve aucune solidarité, aucune empathie pour les mafieux, les violeurs, les maquereaux, les fascistes et autres merdes de ce genre. Il y a quelques années, un compagnon à peine sorti d'une énième peine de prison affirmait que le slogan « Feu aux taules ! » était juste, mais quelque peu limité. Qu'on aurait du préciser qu'il faudrait ensuite se poster devant le portail d'entrée avec un fusil de précision, pour attendre les prisonniers qui en sortiraient. Il recommandait d'emporter beaucoup de cartouches, parce qu'on en aurait bien besoin. Le ton de ses paroles était blagueur, mais pas la substance. Les détenus ne deviennent pas tout à fait beaux (et révolutionnaires) juste parce qu'ils subissent la triste condition de reclus.

De la même manière, celui qui est frappé par la répression ne devient pas automatiquement mon camarade. Je n'éprouve pas nécessairement de la solidarité avec lui. Son sort personnel, en soi, pourrait aussi presque m'être

quasi indifférent. S'il s'agit de quelqu'un que je méprise (pourquoi pas, vu qu'au fond la répression touche tout le monde sans distinction), pourquoi devrais-je me préoccuper de lui ? Cela ne m'intéresse pas d'assister à ses audiences, je n'ai pas l'intention de me rassembler devant la prison où il est enfermé, je me fiche de lui faire sentir ma voix solidaire. Pour moi, il pourrait aussi bien ne pas exister. Ceci dit, l'éventuelle aversion ne justifie en aucune manière l'indifférence et la passivité. Ce qui suscite la préoccupation et pousse à l'action ne peut être la souffrance de celui qui est enfermé, mais la force de celui qui enferme. Cette force qui augmente de jour en jour et qui doit être bloquée, sabotée, enrayée. Tout de suite. Toujours.

Mais comment imaginer et mettre en œuvre une intervention contre la répression qui soit complètement indépendante de la nature de qui est réprimé ? Oui, comment, surtout aujourd'hui, où l'individu est toujours moins à la mode ? Pourtant, il faudra bien commencer à y réfléchir, si on ne veut pas continuer à se sentir écrasés entre l'alternative de rester les bras croisés ou de les tendre juste pour donner des tapes gênées sur les épaules de ceux qui constituent le « nous ».

Paru sur le site anarchiste italien *finimondo.org*, 13 mai 2016

La solidarité et son fantôme

L'anarchie c'est la solidarité consciente et voulue

Errico Malatesta

Dans une perspective révolutionnaire, mais aussi simplement dans une perspective d'émancipation, clarifier les idées sur la solidarité est fondamental. Sans le sentiment de la solidarité on ne se donne pas une libre organisation des luttes pas plus que de la vie. Les deux adjectifs employés par Malatesta, « consciente » et « voulue », ne sont pas choisis au hasard. La solidarité inconsciente ne procure pas la liberté, mais peut engendrer l'esprit de parti voire carrément de caserne, aboutissant à un simple faisceau de réactions. « Voulue » sert à indiquer que le sentiment de la solidarité n'est pas une pure nécessité naturelle ou sociale, la résultante automatique de certaines conditions objectives, mais un produit de la volonté. Il n'y a pas de pacte, il n'y a pas de méthode décisionnelle, il n'y a pas de déclaration d'intentions qui puissent se passer de la conscience individuelle et de la volonté, de la décision déterminée et obstinée. Sans ce sentiment voulu et conscient chaque accord devient lettre morte, une rhétorique vide, un cœur qui cesse de battre. C'est dans la manière selon laquelle on conçoit et on pratique la solidarité dès maintenant, dans les luttes même, que se dessine la vie pour laquelle nous nous battons.

On peut distinguer deux types de solidarité: celle entre exploités et celle entre compagnons. Toute minorité subversive, exposée par sa nature aux coups de la répression, a besoin de tisser des relations solidaires autant qu'elle a besoin d'air. Le pacte, explicite ou secret, qui unit les conjurés est la chaîne de leur aventure, le discriminant qui permet de répugner à l'abjure et à la trahison. Depuis l'aube des révoltes, l'entraide entre les révoltés est une règle gravée dans les cœurs.

La répression n'est pas un fait qui frappe uniquement les anarchistes et les révolutionnaires, mais une tendance permanente de la domination, une pratique qui accompagne toujours la production de paix sociale. Comprise dans ce sens, celle-ci ne se réduit ni à la matraque ni à la prison, mais consiste en une panoplie d'instruments dont le but est d'isoler les exploités, de briser leurs réseaux de solidarité, d'affaiblir ou de détruire leur combativité et ses bases matérielles, de coloniser leur imaginaire, d'affaiblir ou d'anéan-

tir leur mémoire, de fragmenter leur expérience. La répression remplace certaines images par d'autres, elle vide les concepts, elle retourne le sens des épisodes et des mots, elle démantèle les quartiers, restructure la production, renouvelle le Droit, change les interventions policières, dicte les narrations médiatiques. « Le progrès ne détruit jamais autant que quand il construit », écrivait Gomez Dávila. La répression agit elle aussi comme ça : elle attaque la vie réfractaire pour la remplacer par la vie docile, de manière à ce qu'on perde jusqu'au souvenir de la première. S'il est vrai que l'« urbaniste prolonge la lutte de classe dans l'espace », il suffit de faire un tour dans les quartiers pour comprendre combien de coups durs a reçus notre classe.

Si la répression sociale est tout cela (à savoir les flics, les partis, les syndicats, les médias de masse, les éducateurs, les urbanistes, les juges, les matons, les historiens, les prêtres, les psychiatres, les briques et le béton...), il existe aussi une répression sélective, c'est-à-dire réservée aux minorités des réfractaires et des subversifs. Les deux formes de répressions se conditionnent bien sûr réciproquement. En attaquant certaines minorités, la domination déblaye le terrain pour une attaque plus généralisée, que l'on appelle restructuration. En même temps, plus le processus de restructuration s'accomplit, plus la minorité se retrouve isolée, facile à identifier et à frapper.

S'opposer à la répression sociale est donc aussi une question d'autodéfense pour la minorité rebelle. Repousser la répression sélective est une nécessité pour continuer à attaquer. Plus une minorité est entourée par la paix sociale, plus elle doit trouver en elle-même ses propres forces, les préservant pour la reprise du conflit. Seulement, contrairement à la force de l'État et du capital, la force révolutionnaire n'est pas quelque chose qui s'accumule et qui se protège jalousement dans un coffre-fort en attendant des temps meilleurs. Elle ne reste telle qu'*en exercice*.

La solidarité est la respiration de cet exercice. Cette respiration peut être plus ou moins longue, plus ou moins courte, cela dépend de l'exercice, qui à son tour est profondément lié à la phase historique dans laquelle on vit. *Se maintenir en place* contre les vents et les marées est l'unique chose que l'on parvient à faire dans certaines phases. Mais pour le faire, il faut lancer des messages au monde, ne serait-ce que pour allumer des torches autour desquelles puisse se réunir, mentalement si ce n'est physiquement, quelqu'un d'autre qui a abandonné la terre ferme ou qui tente de le faire. La solidarité est la main qui allume la torche que tient l'autre ; c'est la main qui recueille la torche que l'autre, frappé, laisse tomber.

SOLIDARITÉ CONTRE, SOLIDARITÉ AVEC

Affronter la répression – aussi bien sociale que sélective – ne signifie par forcément partager les idées et les pratiques de ceux qui d’une fois à l’autre sont frappés. S’en tenir au mouvement spontané de sympathie est assez réducteur étant donné la nature générale du *fait répressif*. Au contraire, cela peut amener à exaucer involontairement les projets du pouvoir, qui se charge assez souvent d’expérimenter certaines pratiques répressives sur des catégories de personnes préventivement lynchées ou éthiquement indéfendables. Voilà pourquoi il est nécessaire de savoir faire la distinction entre la *solidarité contre* et la *solidarité avec*.

On peut être solidaire *contre* la répression sans être solidaire *avec* les individus ou les mouvements que la répression frappe. Ce qui signifie que les modalités de cette solidarité seront autonomes. Ne pas avoir d’idées de comment intervenir est souvent un manque d’analyses (auquel on ne remédie pas en deux temps trois mouvements), que vient recouvrir l’alibi politique.

Ce raisonnement ne vaut pas seulement vis-à-vis de certaines composantes sociales – les ultras, par exemple, ou ceux qui sont accusés de délits mafieux –, mais aussi pour les composantes révolutionnaires autoritaires. À partir du moment où l’État ne les attaque évidemment pas parce qu’ils sont autoritaires, mais parce qu’ils entravent ses plans, cette attaque est adressée *aussi* contre nous. Solidaires contre la répression qui les frappe, nous devons faire attention à ne pas porter de l’eau aux moulins autoritaires, en nous différenciant aussi bien dans les méthodes que dans les discours.

Ce raisonnement vaut également sur le plan international, parce que le plan de la répression est aussi ainsi. Quand des informations précises manquent à propos de qui et de comment certains résistent aux projets génocidaires du capital, il y a une façon d’être solidaires avec laquelle on ne se trompe jamais : attaquer les intérêts du capital, en trouvant les correspondances entre ceux qui massacrent là-bas et ceux qui exploitent ici. En même temps, la discussion approfondie sur le fait de soutenir ou pas certaines résistances (à cause des composantes plus ou moins autoritaires qui les dirigent ou semblent les diriger) devrait avoir lieu *avant* que les résistances en question aient été massacrées ; et surtout, les doutes ou les critiques concernant les objectifs et les formes organisatives de certains mouvements ne devraient jamais devenir une excuse pour se taire à propos de leur bourreau.

Venons-en au domaine de la *solidarité avec*. Parfois, au contraire, on af-

fronte la répression parce que l'on est solidaire avec les expériences de lutte ou avec les individus que celle-ci frappe. L'attaque contre la répression est donc partie prenante du projet d'élargir – aussi bien dans un sens spatial que dans un sens qualitatif – certaines luttes sociales, dont la caractéristique essentielle est l'auto-organisation. Cette caractéristique se présente rarement de manière « pure », étant donné que souvent des composants politiques s'y mélangent. L'attaque contre la répression a aussi pour but de renforcer la tension auto-organisatrice présente dans les luttes. La nature fallacieuse de certaines expériences, malheureusement, devient souvent un alibi à l'inaction de la part de ceux qui voudraient que tout soit parfaitement prêt avant de se décider. Le partage d'aspirations et de méthodes advient, quand il advient, en chemin. Notre intervention devrait donc servir de stimulation.

En apparence la solidarité entre anarchistes est plus simple.

À part le banal constat que l'étiquette ne fait pas le vin, la solidarité révolutionnaire est véritablement significative quand elle est partie intégrante de l'affinité projectuelle, laquelle n'a même pas besoin d'attestations publiques : c'est la continuation du projet commun.

Cela étant dit, affirmer qu'ils n'existent que les exploités en général ou les personnes affines en particulier c'est résoudre le problème de manière grossière.

Ne pas se poser le problème de la solidarité vis-à-vis de compagnons frappés par la répression avec laquelle on a bien peu d'affinité nous semble erroné. Pas tant sur le plan éthique (les injustices que subissent les anarchistes ne sont certes pas les pires du monde), que sur le plan pratique de l'autodéfense collective. La répression sélective s'approfondit chaque fois qu'elle ne rencontre pas d'obstacles.

En gardant en tête le raisonnement fait au-dessus, il est toujours possible de répondre à une attaque répressive sans mettre en avant une proximité qui n'existe pas. Dans ce cas, l'expression selon laquelle la meilleure solidarité c'est de continuer les luttes est générique et peu opérative. Quelles luttes ? Celle du compagnon frappé ? Et si on ne les partage pas ? Les luttes en général ? Donc je continue tranquillement à faire ce que je faisais déjà ?

Gardons à l'esprit que l'on est pas toujours arrêté pour des luttes spécifiques et que les accusations c'est néanmoins l'État qui les formule. Je pourrais ne pas partager l'action dont ce compagnon ou cette compagne est accusé, ou bien je peux partager pleinement l'action en soi et ne pas partager ce qu'en dit l'accusé.

Il arrive que certaines actions soient carrément ruinées par les discours

avec lesquelles elles sont défendues. Dans la solidarité chacun insère son projet. Mais coïncider solidarité et affinité ferait du mouvement spécifique (et aussi du mouvement réel) un ensemble de coteries. Parfois il s'agit aussi simplement de garantir la sûreté physique d'un compagnon.

Ce mot, « compagnon », ne doit être ni minimisé ni surchargé.

Avoir trop souvent pensé uniquement à « ses » compagnons a fait en sorte que l'on a perdu le sentiment de la solidarité, renforçant la répression.

Il s'agit de problèmes complexes, non détachés de l'ensemble général du conflit. Réagir à la répression – pour de vrai, pas dans les bavardages – absorbe des énergies précieuses, qui sont alors soustraites à des projets dont les délais ne sont pas immédiats. Trop de digression conduit à faire fausse route. La division des tâches, sans spécialismes, peut aider à trouver le juste équilibre.

LES CHOSES ET LES MOTS

La répression d'activité aux aspirations subversives et plus généralement de toute lutte, même seulement partielle ou revendicative, n'est jamais un fait purement militaire, mais contient aussi un caractère idéologique et politique. Autrement on ne s'expliquerait pas pourquoi l'État ne mitraille pas systématiquement toute manifestation, ou bien pourquoi il n'enferme pas tous ceux qui manifestent des idées de rébellion.

Si cela atteint son niveau maximal dans les démocraties, même les pires dictatures, avec leur gigantesque investissement dans la propagande, ne peuvent pas se passer d'un récit de la vie et des activités des rebelles, évidemment dans un sens dénigrant et péjoratif.

Le jeu, dans toutes ses multiples variantes, poursuit toujours le même objectif : transformer les ennemis de la classe dominante en ennemis de tout un chacun. Pour donner un exemple : combien de fois avons-nous entendu la rhétorique journalistique se déchaîner contre des actions manifestement dirigées contre des hommes ou des structures du pouvoir, en disant que même de simples passants *pouvaient* être blessés ?

Le fait que cela, en raison de choix opératifs bien précis, n'arrive jamais (ou presque), ne touche pas le moins du monde le culot des plumitifs aux ordres, lesquels n'ont bien sûr pas pour objectif de faire réfléchir, mais plutôt de désamorcer préventivement n'importe quel élan de solidarité ou de sympathie vis-à-vis des rebelles.

Il n'existe donc pas de répression des luttes qui ne s'accompagne pas et ne

soit pas plus ou moins préparé par une rhétorique qui déforme ces luttes. L'usage du langage en est une partie intégrante, parce que le choix des mots et la détermination de leur sens contiennent une certaine représentation du monde. Tous soutiendront les guerres si celles-ci sont appelées missions humanitaires et de paix. Personne ne désirera l'anarchie si ce mot n'évoque que le risque d'être égorgés en pleine rue par le premier venu.

C'est dans l'acte de nommer certains faits avec certains mots, les nouant entre eux sous forme de lien presque indissociable, que l'on construit socialement le sens des événements, et que l'on détermine les mouvements de l'esprit chez les êtres humains. Plus que définir des concepts, la langue de bois de la domination vise à codifier des perceptions sociales. L'application systématique aux révolutionnaires de la catégorie de *terrorisme*, par exemple, n'est pas tant dangereuse parce qu'elle est incorrecte conceptuellement – là où l'on entend par terrorisme *une violence indiscriminée visant à la conquête et à la préservation du pouvoir* – mais parce qu'elle assigne les révolutionnaires dans le même groupe que leurs pires ennemis (Services Secrets, fascistes, intégralistes religieux...) et évoque des images de massacres de masse.

De cette manière, sur le plan de la perception, le régicide de Gaetano Bresci et la nuit du Bataclan, la blessure d'Adinolfi et le massacre de Piazza Fontana se confondent dans un unique voile de fumée qui empêche de distinguer la violence ciblée de la violence indiscriminée, la violence libératrice du massacre d'État.

Les rebelles doivent donc avoir bien à l'esprit que l'on se bat aussi sur ce plan ; chose qui, d'un certain point de vue, joue aussi à leur avantage. Si le conflit avec l'État voyait se confronter uniquement nous et nos ennemis, et si cela advenait sur un plan exclusivement militaire, il mettrait peu de temps à avoir raison de nous, compte tenu de l'énorme disparité d'hommes et de moyens.

Si l'on peut encore se battre et jouer nos cartes, c'est parce qu'il y a un monde autour de nous, c'est-à-dire des milliards d'êtres humains qui, dans la grande majorité des cas, subissent l'exploitation et l'oppression, et peuvent avoir tout intérêt à se révolter à notre côté. De ce point de vue, la perception de nous-mêmes et de nos luttes est plus que jamais importante : elle est absolument déterminante.

Devons-nous donc chercher à nous représenter comme *beaux, propres et bons*, alors que le pouvoir nous dépeint comme *moches, sales et méchants* ? Pas du tout.

Notre éthique n'a rien à voir avec la morale de cette société fondée sur la domination, mais nous ne pouvons pas accepter que les seuls à parler de nous et donc, de fait, à parler *pour nous*, soient nos ennemis. Mieux vaut empêcher, compromettre, subvertir la narration du pouvoir, nous efforçant de la renverser en un discours *qui nous est propre*, qui ne perde jamais de vue ce à quoi nous tenons.

Quand les sbires du pouvoir frappent à nos portes pour nous présenter l'addition, la répression ne cherche pas « seulement » à nous priver de la liberté, mais surtout à reléguer nos perspectives dans un coin.

Les rapports des flics et les dispositifs des hommes en toges de service, avec l'aide indispensable de la meute médiatique, préparent le spectacle habituel. Il y en a pour tous les goûts : des maisons qui se transforment en « repaires », des compagnons en « chefs » et en « suiveurs », des actions ciblées qui deviennent des tentatives de provoquer des massacres indiscriminés... Savoir rétablir certaines vérités et réaffirmer avec forces certains principes, conservant cette urgence bien distincte d'un innocentisme facile, devrait être le minimum. Mais on peut parfois faire plus et mieux : on peut sortir du coin dans lequel la répression cherche à nous reléguer, en choisissant avec intelligence son angle de contre-attaque.

Il peut arriver, par exemple, que l'ennemi choisisse aussi de nous frapper pour des actions en lien avec des parcours de lutte que nous considérons particulièrement significatifs, ou particulièrement « incommodes » pour la contrepartie. C'est peut-être à partir de là, alors, qu'il convient de repartir. De cette manière, si notre contre-offensive s'engrène de la bonne manière, l'ennemi ne devra pas seulement payer un prix, mais on précisera, d'une fois sur l'autre, le sens de l'adage selon lequel « combattre la répression signifie continuer la lutte ».

Une réponse ciblée contre la répression n'aiderait pas seulement le groupe ou le « milieu » de compagnons frappés à poursuivre leur chemin, mais donnerait aussi une indication intelligible à tous les autres compagnons sur comment et où diriger leur colère, donnant à la solidarité plus de précision et de concrétude.

Soyons clairs, on ne prétend pas apporter ici une recette bonne pour toutes les saisons, mais plutôt jeter sur la table certaines suggestions pour comment à raisonner véritablement.

Même si, comme l'affirmait un poète anarchiste, ceux qui luttent pour la liberté parlent mieux que ceux qui construisent des prisons, s'opposer à la narration répressive ne signifie pas vaincre le pouvoir sur le terrain

des mots : il s'agit au contraire d'une activité principalement pratique, qui trouve ses bases dans une analyse lucide.

Chercher à comprendre qu'est-ce que cherche à obtenir la domination avec une opération répressive est la prémisse nécessaire à une action ciblée, efficace, déconcertante, qui mêle la pensée et la dynamite, l'initiative individuelle et les rencontres, la poésie et la rage.

La répression il faut d'abord savoir *la lire*.

Ceux qui noient tout débat dans le borborygme des phrases toutes faites, en disant par exemple qu'il ne faut pas s'étonner si le pouvoir réprime ceux qui le combattent, n'aident pas la lutte pour la liberté.

SOLIDARITÉ ET LUTTES INTERMÉDIAIRES

À l'intérieur d'une projectualité anarchiste révolutionnaire, l'intervention dans des parcours de lutte « partielle » est un aspect fondamental, car il permet d'entremêler notre parcours avec celui des exploités.

Savoir conjuguer cet aspect avec le maintien d'une conflictualité permanente et la capacité de tenir face à des attaques répressives qui nous sont adressées en tant que minorité agissante, n'est pas une question de faible importance.

En d'autres mots : la participation des compagnons à des luttes spécifiques suffit-elle à exprimer complètement nos tensions et nos désirs de destruction, et en même temps à nous préparer à intervenir avec précision et efficacité là où des feux de révoltes imprévues éclatent ?

Quand une réalité de compagnons est frappée par des attaques répressives particulièrement dures, les organismes d'une lutte peuvent-ils être les éléments les plus aptes à tenir le choc, ou bien est-il nécessaire que des compagnons soient parmi eux, même indépendamment d'un parcours spécifique, pour s'occuper en premier de la question ?

La solidarité est une arme dans les mains des exploités, oui, mais une arme qu'il faut affûter et maintenir comme telle, pour pouvoir être utilisée dans le but d'infliger à l'ennemi des frappes plus dures.

Une lutte spécifique quelconque, en ayant atteint son autonomie, des pratiques communes de conflit, et un niveau donné d'irrécupérabilité de la part de l'État, peut être considérée d'une certaine dangerosité par l'Ordre et pour le maintien du statu quo. Dans une situation de ce type, la présence

de compagnons organisés peut s'avérer précieuse pour atteindre des objectifs spécifiques de la lutte, et donc particulièrement incommodes pour la contrepartie.

À ce stade, une attaque répressive particulière peut en effet miner un parcours de lutte, par exemple quand ce qui fait l'objet des attaques répressives est une pratique qui appartient dans les faits à ceux qui y participent (par exemple des arrestations suite à une série de blocage et de piquets). Dans ce cas, la potentielle diffusion à tous les exploités d'une hypothèse de délit particulière devient concrète : l'aggravation de la condition répressive ne concerne plus simplement une minorité radicale, ou une composante sociale particulièrement incommode pour les projets du pouvoir, mais menace, et donc frappe, tous ceux qui ne s'adaptent pas à la réduction de la liberté, jusqu'ici garantie et tolérée. Pousser afin que cette attaque répressive soit reconnue et affrontée dans les différentes âmes d'une lutte spécifique est important. Tout d'abord pour empêcher la fracture habituelle entre bons et méchants. Donc pour la diffusion de la pratique qui fait l'objet d'attaque, et pour éviter un repli du conflit sous la menace répressive. Il va de soi que, afin que ce dernier point soit possible, la pratique sous attaque ne doit pas disparaître, pas plus que le niveau de conflictualité ne doit s'évaporer.

On peut cependant considérer une autre hypothèse, à savoir celle suivant laquelle l'État ne cherche pas à frapper une ou plusieurs pratiques, mais plutôt à réprimer une minorité agissante plus ou moins identifiable en raison de sa conduite subversive spécifique. Si les compagnons participent à des luttes partielles avec un œil vers la révolution sociale, vers le bouleversement violent de la société capitaliste et de l'État, et qu'ils déterminent leur intervention en suivant ces objectifs, l'État cherchera à les frapper avant et plus durement que d'autres indésirables.

Et qui est-ce qui doit avant tout se serrer autour des compagnons frappés, si ce n'est ceux qui partagent les mêmes tensions, les mêmes pratiques et la même haine, et qui à cause de cela, partagent aussi le risque de perdre leur liberté ou leur vie ?

Supposons qu'à l'intérieur d'un parcours d'opposition contre une mine, parcours élargi auquel participent des comités auto-organisés plus ou moins radicaux mais disposés à se battre, certains compagnons décident de réaliser des actions qui représentent une hausse du niveau de l'affrontement, et dans le cadre d'une de ces actions certains d'entre eux sont arrêtés.

Si soutenir publiquement la validité des pratiques mises en accusation devrait être la tâche de tous les compagnons, en revanche c'est aux compagnons prenant part aux organismes spécifiques de la lutte de souligner la contribution effective à celle-ci.

Il pourrait cependant arriver que les organismes de lutte n'aient pas un niveau de radicalité et de détermination suffisant pour défendre les pratiques frappées par la répression – précisons que les défendre signifie aussi selon nous se les approprier et les reproduire.

Dans ce deuxième cas, si les compagnons impliqués dans la lutte spécifique ne sont pas en mesure de mettre en œuvre une intervention autonome, qu'il s'agisse de maintenir les pratiques ou de s'affronter à la répression, et qu'il n'y a pas de soutien suffisant de la part d'autres groupes de compagnons, alors il se produira aussi bien un recul sur le front de la lutte spécifique qu'une incapacité de réagir sur le front répressif.

En particulier, si une attaque contre certains compagnons advient à l'intérieur d'une lutte qui subit déjà les coups de la répression et peine à réagir, il faut chercher à comprendre en temps voulu quelles sont les réelles capacités et volonté des différents organismes de la lutte, c'est-à-dire si la réponse à la répression peut, ou non, servir de stimulus pour une reprise de l'initiative à l'intérieur de ceux-ci, ou bien si sur front est préférable un agir « de milieu ».

De la même manière, si nous considérons les différentes phases d'une lutte intermédiaire, nous savons bien comment celle-ci suit une évolution faite de haut et de bas, et combien il est particulièrement délicat de parvenir à saisir le moment opportun pour agir en réussissant à se faire comprendre des différents esprits qui y participent sans effectuer un écart en avant excessif, et peut-être irrécupérable.

Notre présence dans des structures organisatives comme des assemblées et des comités de base implique par ailleurs l'engagement de suivre toute une série de rendez-vous et d'initiatives – qui peuvent être des moments contre-information, de confrontation et d'analyses – peut-être même propédeutiques dans des moments de conflit majeur, mais qui peuvent aussi provoquer de longues périodes de stagnation.

Si nous ne réussissons pas dans ces périodes à avoir une constance d'objectifs d'attaque indépendants de l'attente de la maturation de tel ou tel parcours, nous risquons de mourir attentistes, en plus de nous retrouver privés d'instruments et d'objectifs, et amers, dans le cas où une lutte en particulier trouve une issue négative.

Il est donc nécessaire de maintenir une assiduité dans l'action et dans les interventions conflictuelles, une activité agitatrice et conspiratrice autonome des luttes partielles.

Orienter notre conflictualité dans une lutte unique peut engendrer des périodes d'inaction et d'engourdissement énormes dont il n'est pas toujours facile de sortir. Acquérir et développer une projectualité d'action détachée des parcours avec d'autres exploités signifie, au contraire, en plus de pouvoir réagir promptement et de serrer les rangs en cas de besoin, se doter des capacités et des moyens nécessaires pour intervenir à l'improviste. En somme, savoir quoi faire quand se présentent des situations de ruptures inattendues, qui font abstraction de notre activité, en comprenant avec précision où et comment frapper afin de pouvoir passer de l'affrontement à l'émeute, et de l'émeute à l'insurrection.

Si notre chemin est la révolution sociale, c'est-à-dire cette rupture radicale qui seule permet la pratique de l'autonomie individuelle et collective – en d'autres mots, le début possible de l'anarchie – nous ne pouvons pas espérer qu'au beau milieu des événements, de la tempête, ce chemin soit possible à suivre en improvisant des capacités de navigation jamais expérimentées auparavant.

Pour défier les embûches de la mer ouverte, une fois les digues de la normalité brisées, il faut avoir acquis et développé un bagage d'expériences et de capacités bien précis, pour ne pas se retrouver submergés par ces vagues tant convoitées sans savoir comme les affronter ni où nous sommes en train d'aller.

TRANSFORMER

La force de l'État découle de l'union et la coordination, de manière hiérarchique et autoritaire, d'une vaste gamme de forces diverses. L'État c'est la matraque du gendarme et le centon du juriste, le fusil du soldat et la leçon de l'éducateur, la rhétorique du politicien et l'argent de l'entreprise, le raid fasciste et la plume du journaliste qui le prépare et le justifie, la pelleuse qui détruit un quartier populaire et le projet de l'architecte qui en conçoit la requalification...

Si nous nous référons à l'étymologie du terme solidarité – du latin *solidus* : compact et soudé – la classe dominante peut nous sembler bien « solidaire » en son intérieure. Inversement, la faiblesse de notre camp face aux

attaques du pouvoir peut être en bonne partie attribuée à la désagrégation du sentiment d'appartenance qui, pour exister, doit forcément se solidifier dans la matérialité de l'action et de l'organisation. Mais si dans le camp ennemi la « solidarité » a le caractère froid et impersonnel de ce monstre froid qu'est l'État, dans notre camp la solidarité ne peut que se transformer, devenant consciente et voulue. De ce point de vue, la résignation et l'inaction avec laquelle nous accueillons parfois l'incarcération de nos compagnons, presque comme si cela faisait partie d'une normalité inéluctable et nécessaire que nous intériorisons ainsi, ne fait pas beaucoup honneur à nos idées, et ne nous rend pas particulièrement crédibles à l'intérieur de notre camp – celui des exploités qui veulent en finir avec l'exploitation.

Qui peut avoir intérêt ou peut voir se révolter à notre côté, s'il ne nous voit pas bouger le doigt pour ceux qui nous sont le plus proches en termes d'affects, d'idées, de projets ? Qui viendrait se promener avec nous dans un bois dangereux, en sachant que nous avons laissé des amis dans la gueule d'un ours ? Et dans quel état d'esprit reviendrons-nous sur les sentiers ?

Mouvement anarchiste spécifique et « ligue de résistance » devraient se renforcer et se compléter mutuellement. Difficile de relancer une transformation révolutionnaire et d'attaquer, si pour se battre ils ne restent que quelques groupes de Mohicans dans une prairie où l'ennemi a déjà fait terre brûlée. Il est impossible de passer de la simple résistance à la révolution, et à la longue il devient aussi difficile de résister, sans le souffle long et les « fuites en avant » des révolutionnaires. La solidarité consciente et voulue devrait être la lymphe de l'un comme de l'autre, leur fournissant une solidité de type différent, donc une force de type différent : l'horizontalité et le caractère multiforme de ceux qui se battent pour une « société des individus », contre la société qui enchaîne les individus en les associant malgré eux.

Insister exclusivement sur les luttes sociales, laissant derrière ceux qui, frappés par la répression, ne peuvent pas être rattachés à ces luttes ; ou bien, au contraire, concevoir la lutte contre la répression comme une lutte « plus radicale que les autres » pour son statut – une sorte d'équivalent de la lutte contre l'État – sont deux approches symétriquement insuffisantes, filles d'une même *indifférence en matière de mouvement*. Le mouvement spécifique ne peut pas se passer de porter attention aux sorts de ses compagnons d'idées et de luttes, et cherche à les arracher à l'ennemi. Mais cette approche, à bien regarder, a le plus souvent un caractère revendicatif et pas d'attaque frontale.

Réfléchissons un instant. Pourquoi l'État ne devrait-il pas réprimer ? Si la répression est congénitale à l'idée même d'État, quel sens cela peut-il avoir d'affronter la répression sans abattre l'État ? Mais ces tautologies ne nous font pas avancer d'un pas. La « chose » État réprime toujours sur la base des rapports de force existants. La lutte contre la répression aussi radicales que soient ses formes, aura toujours, indirectement, un caractère revendicatif : la défense de certains espaces et de certaines pratiques, la conquête d'une plus grande liberté et la résistance contre les tentatives de la restreindre. Voilà ce qui arrive dans toutes les luttes d'émancipation, tant qu'elles ne déclenchent pas un processus insurrectionnel, quand ce qui est affronté séparément est alors attaqué en bloc. Entre 2003 et 2004, en Grèce, une campagne de solidarité anarchiste – durant laquelle ont eu lieu des manifestations, des occupations de bâtiments institutionnels, des attaques nocturnes et à la bombe – parvint à ce que soient relâchés « les sept de Salonique », arrêtés pendant une manifestation violente contre un sommet de l'Union Européenne. La Grèce, où depuis des années agit un mouvement anarchiste batailleur et historiquement solidaire en son intérieur, fournit de nombreux exemples de ce genre. Plus récemment, une mobilisation de prisonniers principalement révolutionnaires, soutenus à l'extérieur par l'action du mouvement anarchiste, est parvenue à arracher à l'État l'abolition du délit de « travestissement » – qui était pénalement « lourd », là-bas – en plus d'une série de conquêtes à l'intérieur des prisons. Pensons au contraire à *ce qui ne s'est pas fait* ici en Italie pour les arrestations de Gênes en 2001, et aux longues peines de prison qui ont suivi. Pensons au *peu qui a été fait* pour le 15 octobre, ou pour l'opération Ardire, ou... la liste serait longue. Pensons ensuite aux luttes des détenus, là où il manque presque toujours un soutien extérieur qui puisse se dire adapté. Un des rares événements qui a produit des effets significatifs (pour citer les plus évidents : revendication ouverte du sabotage, peine historiquement basse pour le délit de port d'armes de guerre, recul de l'État concernant l'aggravante de terrorisme) a été la solidarité pour les « sept du compresseur »¹. Ce sont des choses qui font réfléchir, et sur lesquelles il faudra

1 Référence à sept compagnons anarchistes (quatre d'abord, puis trois ensuite) arrêtés en 2014, accusés d'avoir participé à une attaque incendiaire contre le chantier TAV à Chiomonte, dans le Valsusa, au cours de laquelle un compresseur a entre autres été détruit. L'accusation initiale d'« attaque avec finalité de terrorisme » – délit pour lequel le tribunal de Trévise a récemment condamné l'anarchiste Juan Sorroche à 28 ans de prison – a été requalifié en « détérioration par moyen incendiaire », avec des peines qui n'ont pas atteint plus de 4 années.

absolument revenir. Sommes-nous capables de produire une solidarité concrète, qui arrache quelques résultats, hors des contextes plus élargis et « sociaux » ? Quelle conséquence cela a-t-il sur *notre* perception et sur *nos* potentialités ? Ne risquons-nous pas de nous réfugier à l'intérieur des contextes plus « élargis » non pas suite à une évaluation et à un choix autonome, mais à cause d'une simple incapacité à avancer de manière significative (aussi contre la répression) tous seuls ? Et ne courrons-nous pas aussi le risque opposé, celui de faire étalage d'une solidarité très radicale dans les mots, mais bien peu conséquente dans les faits ? Si nous ne voulons pas nous « abaisser » à des batailles partielles, sommes-nous en mesure de mettre en œuvre l'unique alternative possible : attaquer les casernes et les prisons, libérer matériellement les compagnons ? Gardons à l'esprit que le temps est lui aussi un tyran : plus nous renvoyons à plus tard un débat sérieux et global, plus il sera difficile d'intervenir.

Faire en sorte que la solidarité ne soit pas seulement un fantôme implique de se préparer de différents points de vue : recommencer à raisonner sur le rapport entre les mots et les choses ; bien connaître l'ennemi, avoir bien en tête ses hommes comme sa logistique, ses rhétoriques comme ses infrastructures ; apprendre à flairer l'air avant que n'arrive la répression, et quand celle-ci arrive avoir déjà une idée d'où aller se battre ; harmoniser les différences à partir de l'approfondissement de problèmes qui nous concernent *tous* ; retrouver une conséquence entre ce que l'on dit et ce que l'on fait ; redécouvrir l'intelligence, la fantaisie et le courage.

Attaquer pour se défendre, se défendre pour continuer à attaquer.

i giorni e le notti. rivista anarchica, numéro 3, février 2017

Solidarité vécue

De nombreux cercles d'anarchistes se retrouvent en ce moment dans la ligne de mire de la répression étatique et doivent affronter des arrestations, des perquisitions à large échelle et des procès. Mais dans l'ensemble de la société également, les chiens de garde de différents États prennent de plus en plus les exploité-e-s et les exclu-e-s dans leurs tirs croisés, indépendamment des frontières, mettant en place et remplissant toujours plus les camps d'internements et les geôles. La vision d'exécutions de peines plus perfectionnées, de machines à expulser monstrueuses, de prisons high-tech, de lois anti-terroristes durcies à la minute et de militaires, ou de flics-robocops ressemblant à des soldats, patrouillant dans les rues ne s'annonce pas rose pour les perspectives de liberté auxquelles nous aspirons. Ce scénario pourrait conduire à sombrer dans la léthargie et à penser, en cédant au fatalisme, que notre vie se déroule peut-être juste comme dans un mauvais roman noir...

D'un autre côté, des rebelles conspirant de concert continuent à mettre le feu aux fesses des puissants. Les marques de la guerre sociale dessinent donc un panorama où des arrestations peuvent suivre les moindres attaques contre des structures du pouvoir, en même temps que, parfois en une semaine, des révoltes sociales éclatent dans des pays plus ou moins lointains. Et il n'y a finalement rien de nouveau à ce que l'épée de Damoclès de la prison soit constamment suspendue précisément au dessus des ennemi-e-s déclaré-e-s de l'ordre social.

Le mythe d'États évoluant vers la perfection et un fonctionnement sans heurts fait avant tout silence sur toutes les ruptures, les soulèvements et les luttes sociales qui secouent en partie les fondements du Pouvoir. Des luttes où il s'est toujours agi et où il s'agit encore de répression, non pas comme d'un événement soudain dans l'agenda activiste, mais comme d'une constante connaissant divers développements. Alors, si nous parlons aujourd'hui de solidarité, ce n'est pas pour parler de cas particuliers ou d'une lutte partielle, mais plutôt d'un lien qui traverse et relie nos luttes et projets révolutionnaires. Parler de la répression comme d'une réalité, qui parfois nous intimide, nous remplit d'amertume, nous traumatise et nous paralyse

signifie aussi la considérer dans un rapport historique, apprendre et discuter des expériences d'autres personnes en lutte, des manières dont nous pouvons, la tête haute, allumer des étincelles rebelles, malgré les hommes gris autour de nous et en permanence à nos trousses. La taule et la cavale ont toujours été une possibilité réelle pour des compagnon-ne-s, et elles le restent encore pour chaque personne en lutte, qu'elle ait effectivement enfreint des lois ou pas. D'ailleurs la taule n'est pas un terminus, et parler de répression revient aussi à poursuivre la discussion sur ce sujet ... ainsi qu'à parler de la survie et des luttes en prison, du possible passage à la clandestinité, de l'évasion, de la cavale ensuite, de la solitude contrainte, de l'isolement, etc ... tout comme des différents préparatifs et conséquences qui en découlent pour les entourages respectifs de compagnon-ne-s.

Quand nous parlons de lutte contre la prison et contre l'isolement (dans les différents sens du terme) de nos compagnon-ne-s, nous parlons donc de nos relations sociales, que nous ne voulons pas cesser de développer et de cultiver. Au-delà du soutien direct (émotionnel, financier, juridique, etc.), cela veut dire tenter de continuer à faire participer nos compagnon-ne-s en taule ou en clandestinité à nos débats et à porter leurs réflexions vers l'extérieur. Si la censure complique les choses, il faut se battre pour rendre la communication possible. Partager des correspondances et des débats peut enrichir non seulement nos discussions, mais aussi nos interventions, dans la mesure où cela peut ouvrir de nouveaux points de vue et angles d'attaque. Ne pas permettre que les bras de l'État brisent les rapports avec nos compagnon-ne-s et que la bureaucratie les bâillonnent signifie aussi leur donner la possibilité d'écrire dans nos publications, de diffuser leurs contributions ou à l'occasion de créer de nouveaux journaux ou autres. Ce débat se développant ainsi avec nos compagnon-ne-s n'est pas une fin en soi caritative, mais fait partie de nos combats offensifs contre tout pouvoir. Cela veut aussi dire que les prisonnier-e-s ne sont pas des sainte-s et que nos rapports avec elles et eux changent lorsqu'ils et elles prennent des distances avec une attitude offensive vis-à-vis du Pouvoir, voire collaborent avec les autorités.

Il s'agit en fin de compte de vivre la solidarité avec nos compagnon-ne-s en prison ou en fuite. Cela signifie la prendre en charge et se battre pour, sans se satisfaire de la formalisation sur quelques dates et journées, ni la déléguer à quelques spécialistes ou organisations. Vivre la solidarité, c'est poursuivre, continuer à développer et intensifier nos rela-

tions malgré la pression croissante et les obstacles qui s'accumulent. Vivre la solidarité, c'est tenir bon sur nos luttes et en commencer de nouvelles, et ainsi ne pas nous laisser briser. Cela veut aussi dire que, sous prétexte de répression, nous ne nous transformons pas en tacticien-ne-s politiques à double morale, tissant des alliances avec les autorités. Si les expériences de compagnon-ne-s au cours des dernières décennies nous disent quelque chose, c'est aussi qu'il est possible de résister à l'isolement, à la torture et au chantage, mais que trahir ses propres idées peut briser l'échine.

Parler de solidarité et de répression, en tant qu'anarchistes ne se trouvant pour le moment pas derrière les barreaux, ne veut absolument pas dire le faire en cachette. L'État rirait sous cape, si ses ennemi-e-s anti-autoritaires se mettaient soudain à agir de manière exclusivement clandestine, car toute critique sociale radicale disparaîtrait ainsi de la surface. L'État ne craint pas pour sa stabilité à cause de quelques anarchistes agissant de manière souterraine – il craint la propagation de la subversion sociale qui sape sa légitimation, les attaques qui se diffusent de manière chaotique, dont les auteur-e-s ne sont pas localisables, et qui peuvent être réalisées avec des moyens à portée de la main. Si nos compagnon-ne-s atterrissent derrière les barreaux, nous défendons ouvertement et fièrement leurs idées dans la rue, peu importe qu'ils et elles soient accusé-e-s de « petits » ou de « gros » délits, ou soient coupables ou pas. Et nous ne faisons pas cela, parce qu'ils et elles sont éventuellement nos ami-e-s ou que nous les connaissons, pas plus que pour défendre le nom des « anarchistes », mais pour fortifier l'idée de l'attaque contre le Pouvoir. Pour renforcer l'idée, la volonté et la pratique de chercher à vivre en se libérant des contraintes extérieures et de celles et ceux qui prétendent nous réduire en esclavage – et par conséquent pour défendre, justifier et mettre en avant comme possibilité chaque acte d'insubordination, chaque défi, chaque refus déterminé et chaque attaque issus de cœurs anti-autoritaires contre les dominants et leur système.

Lorsque nous défendons nos compagnon-n-es dans la rue, nous ne le faisons donc pas parce que nous les connaissons ou pas, mais parce nous sommes solidaires d'elles et eux en tant que personnes en lutte au sein de la guerre sociale et que le lien de la solidarité nous relie dans le combat contre tout Pouvoir. Nous défendons les attaques contre le Pouvoir, parce que ce sont aussi nos attaques contre nos ennemi-e-s. A partir de là, le sujet dont nous parlons n'est plus celui de « nos prisonnier-e-s » et la lutte que nous livrons n'est pas une confrontation symétrique avec l'État. Nous ne

nous battons pas « pour nos » prisonnier-e-s, mais contre un monde de prisons et inscrivons ainsi le cas de nos compagnon-ne-s dans un contexte social plus large. Il ne s'agit pas en premier lieu de défendre « notre mouvement », ni de nous venger, mais de propager, par nos luttes, nos idées et nos actes, l'attaque et la remise en question du Pouvoir, et ainsi de pousser dans le sens de l'insurrection individuelle et commune.

Ce faisant, la solidarité révolutionnaire, la continuation et le développement de luttes sont un défi constant. Nous ne pouvons développer des projets, articulés en mots ou en actes, que s'ils sont réels et que nous pouvons les relier à des discussions et des perspectives communes. La solidarité doit développer son propre langage dans la poursuite et le développement de nos projets. Les actions de solidarité qui se produisent la plupart du temps pendant la détention préventive ou durant les procès de compagnon-ne-s sont un moyen de renforcer leur attitude combative, de les motiver et de leur faire plaisir. Pourtant, le caractère exclusif des « salutations » et la remise en contexte qui n'a souvent lieu que sur internet, pourraient aussi constituer une limitation dans le développement de luttes dans notre réalité sociale directe. Considérer la répression comme un moyen aux multiples facettes qu'utilise le Pouvoir dans sa guerre contre les exploité-e-s et les exclu-e-s, signifie aussi comprendre l'attaque contre lui de manière plus large. Tant que nous agissons au nom d'un nom, ou en solidarité avec un nom spécifique, nous courons le risque de réduire la guerre sociale à un conflit symétrique entre les anarchistes et l'État. Pour contrôler l'incontrôlable, il faut d'abord le nommer – car se battre contre un ennemi non clairement identifié et nommé rend le conflit moins transparent et plus chaotique. A l'inverse, le combat contre un ennemi agissant au nom d'une identité que l'on peut mettre dans une case ouvre la porte à la pensée militaire et à une guerre de fronts. Notre manière d'être anarchiste n'est-elle pas plus une conception de la vie et une éthique qu'une identité politique devenant une catégorie totalisante et auto-référentielle dès lors qu'on ne s'adresse qu'à celles et ceux, qu'on ne se solidarise qu'avec celles et ceux, qu'on ne combat que pour celles et ceux qui se sentent appartenir à la même « catégorie » ? L'État aimerait bien réduire la guerre sociale à une guerre contre quelques « extrémistes » ... Au lieu de nous laisser piéger dans cette impasse, nous devrions chercher des points et des possibilités pour étendre la révolte : voir les affaires répressives de nos compagnon-ne-s comme l'une des nombreuses briques d'une prison à ciel ouvert toujours plus étroite, revient aussi à déterminer, en posant nos propres

angles d'attaque et objectifs, des luttes ayant le potentiel d'impulser des dynamiques allant au-delà de quelques anarchistes.

Peut-être les attaques se multipliant contre celles et ceux qui tirent profit de la taule constituent-elles une proposition susceptible de se développer dans le sens d'une lutte active et autonome dans la rue ... ou peut-être les antennes-relais et les câbles de fibre optique qui prennent de plus en plus souvent feu sont-ils en train de développer leur propre langue pouvant articuler une remise en question et une attaque générales contre les techniques de la domination qui s'affinent...

In der Tat . Anarchistische Zeitschrift, n°9, automne 2019

Solidarité révolutionnaire : réflexions inachevées

« Nous considérons la solidarité comme une façon d'être complices, comme une manière de prendre un plaisir réciproque et nullement comme un devoir, un sacrifice pour la « bonne et sacrée cause », parce que c'est notre propre cause, c'est-à-dire, nous-mêmes. »

Pierleone Porcu

La solidarité a fait couler beaucoup d'encre, nous y avons d'ailleurs consacré un article dans le premier numéro de cette publication, elle ne cesse d'être sur toutes les lèvres. Ceci est dû à la lutte et à la répression intrinsèque, plus ou moins continue, de l'État contre nos milieux. C'est précisément pour cette raison, parce qu'il s'agit d'un point récurrent dans nos discussions et nos débats, que nous allons tenter d'apporter, une fois de plus, notre grain de sable. Il est nécessaire d'avertir avant de poursuivre la lecture que notre intention n'est pas de chercher à séparer, dévaloriser ou survaloriser les différentes pratiques de solidarité.

En tant qu'anarchistes... la solidarité est ou devrait être un aspect primordial entre nous, dans nos luttes et dans nos vies, si ces deux sphères peuvent être comprises séparément, ce qui, selon nous, n'est pas le cas, mais cela ferait l'objet d'un autre article. Comme nous l'avons déjà dit, la solidarité est quelque chose que nous pratiquons volontiers au quotidien, mais pas uniquement avec nos compagnons de lutte, car elle s'étend un peu plus loin. Nous pouvons ainsi être solidaires de nos collègues de travail, des habitants des villes dans lesquelles nous vivons, etc. On pourrait parler à ce propos d'une solidarité plus humaine, c'est-à-dire guidée par une série de principes de base qui, heureusement, ne sont pas seulement le patrimoine de ceux d'entre nous qui veulent et tentent de renverser ce monde pourri.

La solidarité entre les exploités, même si elle est peut-être de plus en plus rare, est une pratique qui perdure et dont nous nous réjouissons, en tant qu'exploités, chaque fois que nous la vivons dans notre chair.

Mais ce n'est pas de la grandeur ou des malheurs de la solidarité entre exploités que nous voulions parler, mais plutôt d'un aspect de la solidarité qui, pour diverses raisons, est plus difficile à aborder et que l'on appelle habituellement la solidarité révolutionnaire.

LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DANS NOTRE HISTOIRE RÉCENTE

Divers compagnons et/ou groupes de compagnons ont tenté de contribuer de manière solidaire et révolutionnaire à l'extension du conflit social en cours. Un exemple rapide et clair peut être vu dans le MIL, un groupe d'agitation armée qui, entre 1971 et 1973, a essayé de contribuer aux luttes des travailleurs sur le territoire de l'État espagnol de différentes manières et en plaçant toujours la lutte à la première personne. Bien qu'il ait été question à plusieurs reprises au sein du groupe, comme nous l'ont dit les personnes qui ont participé à cette expérience et qui sont encore en vie, de passer à des actions d'un autre type, telles que des exécutions ou des attentats à l'explosif, le MIL s'est principalement consacré, comme on le sait, aux expropriations pour soutenir les différentes luttes et à la publication de textes en vue de leur radicalisation. Nous voyons ainsi comment les membres du MIL et d'autres personnes et groupes qui à l'époque - comme l'OLLA (Organització de Lluita Armada. Nom donné par la police) - se dédiaient aux mêmes questions, ont contribué à la lutte en y prenant part, risquant dans leur propre chair les conséquences d'un conflit dans lequel les travailleurs des usines étaient sur un pied d'égalité.

En suivant le fil conducteur du MIL et d'autres groupes autonomes de la même période, nous rencontrons le cas également connu du GARI, une coordination de groupes dont l'objectif principal était de structurer la solidarité révolutionnaire avec les compagnons du MIL, alors dissous, qui risquaient la peine de mort. Ainsi, le GARI, qui est apparu publiquement en mai 1974 en revendiquant l'enlèvement du directeur d'un bureau du Banco de Bilbao dans la capitale parisienne, a organisé une série d'attentats et de sabotages, en plus de l'enlèvement lui-même, contre des intérêts économiques et politiques de la dictature franquiste ou de ses collaborateurs, principalement répartis dans différents pays européens, afin d'empêcher la mort des trois ex-détenus du MIL, parmi lesquels Salvador Puig Antich déjà condamné.

Communiqué des Groupes Autonomes depuis la prison de Ségovie :

« Nous n'admettons pas les admirateurs, ni les « professionnels de la solidarité », qui approuvent systématiquement tous nos actes, d'accord pour affirmer leur radicalisme dans les manifestations, meetings ou réunions, sans oser se risquer dans les luttes et leurs conséquences. Position confortable qui leur permet de compenser leur aliénation par un activisme militant, sans avoir à agir, à prendre des initiatives ou à faire preuve de quelque détermination ; nous n'admettons pas davantage ceux qui veulent faire, de l'autonomie, la

nouvelle idéologie à la mode, parce qu'incapables de donner une issue active à leur radicalisme verbal, de comprendre ce qu'il y a de nouveau dans notre praxis, de concrétiser et d'utiliser leur critique du gauchisme et du réformisme, et qui ne sortent pas de leur aliénation. Nous préférons ne pas nous compromettre avec eux, ni les laisser parler en notre nom. »

LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

Dans le cas le plus proche dans le temps et dans l'espace, lorsqu'un proche compagnon est frappé par la plus visible des répressions, la prison, la question devient plus épineuse. La solidarité, comme nous l'avons mentionné plus haut, peut dans un premier temps être de nature plus humaine. D'autant plus que lorsque le compagnon ou la compagne emprisonné est un proche, personne ne souhaite qu'il manque de quoi que ce soit pendant son séjour entre les quatre murs. Nous nous organisons alors pour couvrir les « besoins de base » de nos compagnons et compagnonnes détenus, nous envoyons de l'argent pour leurs pécules, nous leur rendons visite, nous assistons à leurs procès... Il s'agit d'une contribution vitale très importante que les anarchistes ont toujours eue pour habitude d'assumer. Cependant, si nous nous consacrons exclusivement à cela, c'est-à-dire à apporter le soutien moral et matériel nécessaire aux compagnons et compagnonnes emprisonnés, cela nous place dans une position défensive qui nous empêche de continuer à avancer sur le chemin vital de la lutte. Pour que cela n'arrive pas et que nous ne devenions pas une sorte de petite sœur de la charité, nous devons orienter nos efforts pour que la solidarité entre anarchistes ne se limite pas seulement à ce soutien moral et matériel qui, malgré tout, ne doit jamais être mis de côté. Pour nous, la solidarité doit viser à poursuivre le conflit, non seulement avec des mots de solidarité, qui sont également nécessaires, mais aussi avec des actions concrètes. La solidarité révolutionnaire montre clairement que les compagnons ne sont pas seuls et font partie d'un « quelque chose » collectif, qu'ils peuvent donner une continuité à la lutte, mais pas seulement à la lutte des compagnons dans la rue, mais aussi à la lutte de soi-même, qui, sans oublier ses compagnons, suit son propre chemin plein de risques, en construisant et en détruisant quand on le souhaite. Il est ainsi également possible d'éviter l'un des objectifs de l'État lorsqu'il nous frappe, qui est toujours de paralyser ces voies. Il en va de même lorsque nous sommes engagés dans une lutte sociale et que nos efforts visent à l'élargir et à la radicaliser, loin de la politique et des pactes, ce qui ne peut se faire que par l'autogestion de la lutte et une

perspective offensive.

La solidarité révolutionnaire ne comprend pas la dichotomie de la culpabilité ou de l'innocence, qui appartient à l'État ; c'est cette solidarité qui, sans être dénuée d'esprit critique, soutient les compagnons frappés par la répression ; c'est cette solidarité qui ouvre un nouveau projet d'attaque et nous motive à continuer d'agir. C'est ce que nous pourrions définir comme la solidarité révolutionnaire, cet élan qui nous conduit, comme l'ont souligné les groupes autonomes, à prendre le risque de la lutte et de ses conséquences dans notre propre vie. C'est cet élan qui continue, qui ne s'arrête pas, lorsque l'État frappe. C'est ainsi que nous pourrions éviter de créer cette tribune qui applaudit des actions, et des compagnons qui finissent par se fondre dans une rhétorique vide de détermination.

Arrivé à ce point, nous pensons qu'il est important de mentionner la différence que nous voyons entre une attaque qui peut être une contribution de solidarité -toujours valable- et une action pensée et réalisée strictement pour exprimer la solidarité. Essayons de mieux l'expliquer : toute attaque peut être dédiée aux camarades frappés par l'État, mais il en va différemment lorsque l'attaque est pensée en termes stricts des compagnons, c'est-à-dire lorsqu'elle frappe concrètement ceux qui sont les plus directement responsables. Un exemple banal pourrait être les différents intérêts économiques ou les ambassades - dans le cas où nous pensons à d'autres régions géographiques - les balances, etc. C'est pourquoi nous voulons dire que la solidarité révolutionnaire ouvre un nouvel éventail de possibilités d'attaques qui peuvent, si l'on veut, être explorées.

Par solidarité avec les révolutionnaires, nous entendons les gestes qui visent à ne pas laisser les compagnons et compagnonnes isolés du reste de la société, que ce soit au moment du coup d'État répressif lui-même ou pendant leur séjour en prison, dans des luttes spécifiques à l'intérieur.. Nous pourrions parler ici de différentes pratiques communes à tous, telles que les graffitis, l'affichage sur les murs, les rassemblements, entre autres. En d'autres termes, la diffusion de la situation. Au cours de ces pratiques, nous n'avons pas l'habitude (il peut toujours y avoir de petits accidents) de ressentir ou de reproduire le conflit à la première personne. C'est toujours une forme de soutien nécessaire et très importante, encore plus lorsque l'État serre la vis contre les compagnons et compagnonnes à l'intérieur ou lorsqu'ils décident d'entreprendre une lutte concrète, comme des grèves de la faim par exemple. Ces pratiques de solidarité ont, malgré nous, une limite qui est au moins remarquable de notre point de vue, c'est qu'elle nous maintient dans le corset des activistes, d'une simple béquille de soutien.

Mais en dehors de ces pratiques qui, comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises dans ce texte, sont nécessaires, il existe d'autres formes avec lesquelles ajouter à la solidarité, des formes qui, en plus de contribuer aux autres, contribuent au conflit en cours. Par ailleurs cette approche de la solidarité renforce à la fois la qualité et la détermination de son propre parcours de vie, qu'il soit collectif ou individuel. C'est en explorant les possibilités offertes par cette nouvelle gamme, dans une perspective d'attaque, que l'on peut porter l'arme que peut devenir la solidarité, comme on le dit si souvent. La solidarité révolutionnaire nous fait sortir de la tribune mentionnées plus haut, de la position de spectateur, et nous place consciemment dans une situation où nous sommes nous-mêmes en jeu. C'est alors que les mots solidarité et attaque deviennent inséparables. Parce que l'attaque est aussi un moyen de solidarité avec lequel nous pouvons arriver à donner cette bouffée d'air frais qui traverse les murs et les frontières. Parce que si nous savons les combiner, ils se renforcent mutuellement, créant des liens dans un dialogue permanent entre compagnons à l'intérieur et à l'extérieur de cette entreprise qu'est la prison.

Malgré cela, l'action révolutionnaire, destructrice et violente, ne constitue pas en soi une solidarité révolutionnaire - bien sûr, cela poursuit une praxis qui peut souvent être frappée. Pour donner un exemple, les prisons et l'ensemble du réseau pénitentiaire représentent toujours une cible pour divers radicaux, mais si l'expression offensive coïncide avec une lutte spécifique des compagnons en prison, elle prend une tournure différente et peut devenir ce que nous et d'autres comprenons comme une solidarité révolutionnaire.

C'est pourquoi, comme l'a dit un cher compagnon, la question pour nous est d'essayer de continuer à explorer l'expression et l'expansion de la solidarité révolutionnaire et pas seulement de la solidarité avec les révolutionnaires.

Kalinov Most. Revista Anarquista Internacional, n°5, octobre 2019

Solidarité révolutionnaire	p. 3
S'opposer à la répression : réflexe conditionné ou mouvement volontaire ?	p. 6
La complicité, pas la dette	p. 12
A l'air libre. Notes sur la répression et ses contours	p. 16
La répression et son petit monde. Quelques réflexions pour ne pas faire d'un point particulier un thème isolé	p. 25
Quelle solidarité ?	p. 34
La solidarité et son fantôme	p. 38
Solidarité vécue	p. 52
Solidarité révolutionnaire : réflexions inachevées	p. 57

Solidarité révolutionnaire

S'opposer à la répression : réflexe conditionné ou mouvement volontaire ?

La complicité, pas la dette

A l'air libre. Notes sur la répression et ses contours

La répression et son petit monde. Quelques réflexions pour ne pas faire d'un point particulier un thème isolé

Quelle solidarité ?

La solidarité et son fantôme

Solidarité vécue

Solidarité révolutionnaire : réflexions inachevées